

# LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 197 – Septembre 2011

0,80 €

## La crise en Europe et la banqueroute du capitalisme

### Grèce : Colère des masses contre une austérité barbare

Le 29 juin, une grève générale de deux jours a presque totalement paralysé la Grèce. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté devant le parlement grec au moment où celui-ci adoptait une nouvelle batterie de mesures d'austérité exigées par la bourgeoisie grecque et ses maîtres impérialistes. Les manifestants – des travailleurs mais aussi différents secteurs de la population, jeunes, qu'ils soient étudiants ou non, commerçants, retraités – ont été sauvagement matraqués

#### Le pouvoir aux travailleurs !

#### Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !

par la police anti-émeutes. Après plus d'une année d'attaques incessantes contre le niveau de vie de la population grecque, le mécontentement est à son comble parmi de nombreuses couches de la société. Rien que l'année dernière, il y a eu au moins une dizaine de grèves générales de 24 heures, accompagnées de manifestations monstres. Des centaines de milliers d'emplois ont disparu, le nombre de sans-abri a atteint des sommets, et beaucoup de gens, notamment les retraités,

*Suite page 22*



DR

Piquet de grève sur une raffinerie près d'Athènes, juin 2011 : « La Sécu est un droit – Ca suffit ! Bas les pattes devant le travail salarié ! »

## PS, PCF, PG, NPA prônent l'alliance avec leur propre bourgeoisie contre les travailleurs d'autres pays

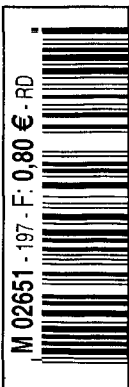
### Le protectionnisme : une réponse réactionnaire aux attaques capitalistes

Trois ans après le déclenchement de la grande crise économique, nous sommes à la veille d'une nouvelle récession qui risque d'être encore plus meurtrière pour les travailleurs et les opprimés du monde que celle de 2008-2009. Lorsque la crise avait éclaté au grand jour il y a trois ans, les gouvernements capitalistes s'étaient précipités pour dépenser des milliers de milliards d'euros pour sauver les banques. Maintenant ils présentent la facture aux travailleurs et aux opprimés avec des plans d'austérité drastiques ; l'augmentation

des taxes sur le tabac, l'alcool et même les boissons sucrées, ainsi que sur les mutuelles de santé notamment, vont frapper avant tout les revenus les plus faibles. La seule réponse des capitalistes à la crise est de saccager encore plus tout ce qui pourrait rendre la vie plus ou moins vivable pour la grande masse de la population (sans compter les campagnes d'ordre moral anti-sexe).

Les travailleurs et les opprimés doivent absolument combattre ces réactionnaires au pouvoir. La classe ouvrière a montré il y a un an avec la lutte en défense des retraites qu'elle est prête à se battre. Mais ses luttes sont paralysées par

*Suite page 14*



# Yvan Colonna, victime d'une machination policière, est innocent – Libération immédiate !

Nous reproduisons ci-dessous un tract de la LTF en date du 22 juin.

\* \* \*

Le 20 juin, pour la troisième fois, la « justice » française a condamné Yvan Colonna à une peine de perpétuité pour avoir soi-disant tué le préfet Erignac en Corse en février 1998. Il n'y a pas l'ombre d'une preuve matérielle de sa culpabilité, mais par contre d'abondantes preuves de son innocence. Que Colonna ait pu à chacun de ses trois procès être déclaré coupable est en soi la preuve, pour quiconque connaît un minimum les faits, qu'il s'agissait d'un procès politique pour l'exemple et d'un coup monté. La Ligue trotskyste de France (LTF) et le Comité de défense sociale (CDDS), une organisation de défense légale et sociale se basant sur la lutte de classe associée à la LTF, dénoncent cette vendetta de l'Etat et exigent la libération immédiate d'Yvan Colonna.

Ce n'est sûrement pas un hasard que c'est pour la première fois en mai 1999 que Colonna avait été désigné par la presse et les politiciens bourgeois comme l'assassin d'Erignac. Ce mois-là, le gouvernement PS-PCF-Verts de Jospin était empêtré dans le scandale causé par l'arrestation de son flic en chef pour la Corse, Bernard Bonnet. Bonnet, nommé préfet suite au meurtre d'Erignac, et qui avait promis de « rétablir l'Etat de droit » en Corse, venait d'être démasqué pour avoir ordonné à un escadron d'élite de la gendarmerie de mettre le feu à deux paillotes (restaurants de plage). Bonnet avait sans doute eu l'intention d'attribuer les incendies aux nationalistes corses dans le but d'attiser les guerres de clans entre fractions rivales et justifier ainsi la mission pour laquelle il avait été nommé, à savoir selon lui éradiquer les pratiques courantes en Corse de « racketter, d'assassiner dans les fêtes de village, de déposer des explosifs » ! Le ministre des flics de Jospin, Jean-Pierre Chevènement, avait d'abord essayé de montrer du doigt des jeunes d'origine maghrébine, comme on pouvait s'y attendre de sa part. Mais on avait vite trouvé enterrés sur la plage un talkie-walkie, une boussole et une cagoule tachée de



sans crédit

sang, ce qui avait conduit à l'identification des responsables : le Groupe de peloton de sécurité (GPS) et l'homme de main en personne de Chevènement, le préfet Bonnet.

Le même mois, en mai 1999, le gouvernement, cherchant à détourner l'attention de ses crimes sordides en Corse, annonçait l'arrestation du « commando » qui soi-disant avait descendu Erignac. Au cours des 96 heures d'interrogatoire, les quatre hommes et les trois femmes arrêtés désignaient Colonna comme l'homme qui avait tué Erignac et qui avait fait le guet lors d'une action antérieure contre la gendarmerie de Pietrosella.

## Les faits incontournables qui prouvent la machination des flics

A partir de ce moment-là, et bien avant qu'il y ait procès, Colonna était l'homme à abattre, désigné comme étant le tueur tant par Chevènement que par Sarkozy, en dépit du fait que la seule soi-disant « preuve » reliant Colonna au meurtre ce jour-là consistait dans les déclarations des soi-disant membres du « commando Erignac » – qui se rétractèrent l'année suivante, près de trois ans avant leur propre procès. En 2004, alors qu'il purgeait une peine de perpétuité pour son rôle dans le meurtre d'Erignac, Pierre Alessandri, l'un des membres du « commando », avouait être le tireur.

Et si tout cela ne suffisait pas à faire tomber les accusations contre Colonna et prouver qu'il y avait eu machination policière, il y a aussi le fait que le seul témoin oculaire, qui se trouvait à quelques mètres de distance du meurtre, a toujours catégoriquement nié que le meurtrier était Colonna. Cela lui vaut depuis des années de se faire harceler par la police. Le témoignage de cette femme, ainsi que celui d'autres témoins qui ont dit n'avoir vu que deux hommes et non trois comme le prétend l'accusation, ont été écartés ce mois-ci par la cour d'assises spéciale dans sa « motivation » de la condamnation de Colonna : « les déclarations des témoins oculaires de la scène de crime à AJACCIO, qui affirment ne pas reconnaître en la personne d'Yvan COLONNA le tireur, doivent nécessairement être appréciées avec les plus grandes réserves au regard du grimage des auteurs, de la rapidité du déroulement des faits, de leur ancienneté, de la position de ces témoins par rapport à la scène et de la qualité de l'éclairage urbain ».

D'autres faits montrent que Colonna est innocent et a été victime d'une machination. Il y a eu plusieurs témoignages concordants enregistrés séparément après l'arrestation de Colonna en 2003 qui le localisaient à 45 kilomètres du lieu au moment du meurtre. Ces témoins ont été menacés d'arrestation s'ils ne se rétractaient pas. La police a reconnu avoir procédé à des filatures, surveillances et écoutes téléphoniques de Colonna pendant plusieurs mois entre le meurtre d'Erignac et l'arrestation du « commando ». S'il n'existe aucune trace de

Suite page 26

**LE BOLCHEVIK**

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Xavier Brunoy  
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, S.A.R.L. au capital de 1000 €. ISSN 0395-4269  
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0915 P 11506. Distribué par Presstalis.  
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

# Hongkong : Les pseudo-trotskyistes encensent Liu Xiaobo, laquais des impérialistes

Comme toujours, plus les impérialistes se livrent à des déprédations éhontées et sanglantes, plus ils font du tapage sur les « droits de l'homme » là où le capitalisme a été renversé. C'est ainsi qu'au printemps dernier, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a tenu des propos virulents lors de discussions au sommet avec des représentants du gouvernement chinois à Washington. En référence à une récente vague de répression contre des dissidents, elle a fulminé que si les dirigeants chinois « essaient d'arrêter l'histoire, ils se font des illusions ». Les éditorialistes libéraux font leur part du boulot en attaquant la Chine sur les « droits de l'homme ». Tout ceci alors que la bourgeoisie américaine mène une brutale occupation de l'Irak et de l'Afghanistan et bombarde la Libye, et alors que l'usage de la torture dans la « guerre contre le terrorisme » ne provoque qu'un débat feutré sur la seule question de son efficacité.

Un des thèmes centraux du tapage récent sur les « droits de l'homme » en Chine est l'emprisonnement de l'intellectuel anticommuniste Liu Xiaobo. Depuis notamment qu'il a reçu le prix Nobel de la paix l'année dernière, les médias bourgeois occidentaux l'encensent comme un vaillant défenseur de la « démocratie » et des « droits de l'homme » – à l'exception notable d'un article du *Guardian*, un quotidien libéral londonien (15 décembre 2010), qui le présentait comme un partisan acharné du militarisme impérialiste US d'hier et d'aujourd'hui. Dans un article intitulé « Les partisans de Liu Xiaobo, lauréat du Nobel, connaissent-ils vraiment ses positions ? », Barry Sautman et Yan Hairong écrivent :

« Si l'on connaissait les positions politiques de Liu, la plupart des gens ne lui donneraient pas un prix, car c'est un partisan de la guerre, pas de la paix. Il a soutenu l'invasion de l'Irak et celle de l'Afghanistan, et il a applaudi rétrospectivement les guerres du Vietnam et de Corée dans un essai publié en 2001. Tous ces conflits ont entraîné des violations massives des droits de l'homme. Et pourtant, dans son article "Les leçons de la guerre froide", Liu argumente que "le monde libre, mené par les Etats-Unis, a combattu presque tous les régimes qui foulaient aux pieds les droits de l'homme [...] Les principales guerres dans lesquelles les Etats-Unis ont été impliqués sont toutes défendables du point de vue éthique." Pendant les élections présidentielles [américaines] de 2004, Liu a fait l'éloge de George Bush pour son effort de guerre contre l'Irak, et il a condamné le candidat démocrate John Kerry pour n'avoir pas suffisamment soutenu les guerres des Etats-Unis. »

Pour recevoir le prix Nobel de la paix, il est pratiquement indispensable d'être un criminel de guerre impérialiste (par exemple Henry Kissinger ou Barack Obama) ou une créature des impérialistes (par exemple le dalaï-lama).

Parmi ceux qui joignent leur voix à celles des impérialistes pour acclamer Liu figurent les pseudo-trotskyistes qui publient *October Review* à Hongkong, un territoire capitaliste et la seule partie de la République populaire de Chine (à part



KBC News

la minuscule enclave de Macao) où le Parti communiste chinois (PCC) n'exerce pas un monopole de l'activité politique. Dans un article intitulé « Liu Xiaobo doit être libéré immédiatement ! Les droits de l'homme doivent être rétablis en Chine ! », *October Review* (31 décembre 2010) décrivait cet apologiste déclaré du militarisme impérialiste américain comme une personne qui « s'est battue pour la démocratie par des moyens pacifiques ». Cet article reprenait à l'envi les mots de code anticommunistes que sont les « droits de l'homme » et la « démocratie » (comme si elle n'avait pas un caractère de classe). Il nous informait que « Liu, à qui a été décerné le prix Nobel de la paix, est aussi critique des autorités chinoises », et que « de ce fait, ceci peut encourager le développement du mouvement démocratique en Chine ». Dans la même veine, le *Washington Post* (30 janvier 2009), organe autorisé de l'impérialisme américain, saluait le mouvement de la « Charte 08 » de Liu comme un « mouvement pour une nouvelle démocratie ».

## L'impérialisme des « droits de l'homme » contre la Chine

Liu est devenu le « dissident » anticommuniste chinois favori de Washington il y a un peu plus de deux ans, en sa qualité de principal rédacteur de la Charte 08, un manifeste qui, comme nous l'écrivions à l'époque, était « un programme explicite pour la contre-révolution capitaliste dans l'Etat ouvrier déformé chinois » « sous l'emballage de la "démocratie" » (le *Bolchévik* n° 188, juin 2009). La Charte 08 exigeait la privatisation des entreprises d'Etat (le cœur collectivisé de l'économie chinoise) et des terres agricoles. C'était un programme pour renverser les acquis sociaux de la Révolution de 1949, programme qui, s'il était appliqué, plongerait à nouveau la Chine sous le joug impérialiste et une exploitation sans entraves. On ne s'étonnera pas que les organisations dans lesquelles Liu est impliqué sont financées par le National Endowment for Democracy [Fondation nationale pour la démocratie], une officine bien connue de la CIA.

Tout en reconnaissant que la Charte 08 représentait un programme contre-révolutionnaire, nous n'avons pas soutenu la répression de ses inspirateurs et signataires par la bureaucratie stalinienne, laquelle défend sa position privilégiée par une répression politique féroce et tous azimuts. A l'époque comme aujourd'hui, Liu et les autres intellectuels de droite ne dirigeaient pas un mouvement menaçant l'existence de l'Etat ouvrier chinois, comme ce fut le cas par exemple de Solidarność en Pologne en 1981. En tant que marxistes révolutionnaires (trotskyistes), nous appelions alors à « écraser la contre-révolution de Solidarność » et nous luttions pour gagner les ouvriers polonais à un programme de défense des Etats ouvriers soviétique et polonais contre la contre-révolution capitaliste et pour une révolution politique afin de chasser les

bureaucraties staliniennes parasitaires.

En Chine aujourd'hui, ce programme est essentiel pour vaincre politiquement le mouvement pour la Charte 08 et ses apologistes dans la gauche, comme *October Review*. La Charte 08 prenait rétrospectivement parti pour le régime du Guomindang (Parti nationaliste) de Chiang Kai-shek, soutenu par les impérialistes, contre le PCC pendant la guerre civile de la fin des années 1940. La Révolution chinoise de 1949 a été une révolution sociale progressiste d'une portée historique mondiale. Des centaines de millions de paysans se sont soulevés et ont pris possession des terres sur lesquelles leurs prédécesseurs étaient exploités depuis des temps immémoriaux. La création d'une économie centralisée, planifiée et collectivisée a jeté les bases d'un progrès social énorme.

Cependant cette révolution était déformée depuis le début sous le régime du PCC de Mao Zedong, une caste bureaucratique nationaliste reposant sur l'Etat ouvrier. Contrairement à la Révolution d'octobre 1917 en Russie, qui avait été menée par un prolétariat politiquement conscient et guidé par l'internationalisme bolchévique de Lénine et Trotsky, la Révolution chinoise a été l'aboutissement d'une guerre de guérilla paysanne dirigée par les forces staliniennes-nationalistes de Mao. Sur le modèle de la bureaucratie stalinienne de Staline qui avait usurpé le pouvoir en URSS, Mao et ses successeurs, y compris le régime actuel de Hu Jintao, ont entretenu l'idée profondément antimarxiste que le socialisme (une société sans classes égalitaire basée sur l'abondance matérielle) pourrait être construit dans un seul pays. Dans la pratique, le « socialisme dans un seul pays » a signifié une politique de conciliation avec l'impérialisme mondial et d'opposition à la perspective d'une révolution ouvrière internationale, essentielle pour avancer vers le socialisme.

Il arrivera un moment où les tensions sociales explosives que connaît la Chine feront voler en éclats la structure politique de la caste bureaucratique au pouvoir. Quand cela se produira, le destin du pays le plus peuplé au monde se réduira à l'alternative : soit une révolution politique prolétarienne qui instaurera un gouvernement basé sur des conseils ouvriers et paysans élus et ouvrira la voie au socialisme, soit l'esclavage capitaliste et le joug impérialiste.

A leur manière, les dirigeants staliniens chinois sentent qu'ils sont assis sur un volcan social. On le voit de façon évidente dans leur réaction aux manifestations de masse qui ont renversé le despote égyptien Moubarak. Les bulletins d'information de la télévision d'Etat montraient des images de manifestations filmées de loin, sur lesquelles on ne pouvait pas voir un seul manifestant. Au lieu de cela, on insistait sur les vitrines brisées des banques, les camions en feu et les pillages, avec des commentaires expliquant comment le gouvernement s'évertuait à rétablir l'ordre. Après les troubles politiques en Afrique du Nord, la répression contre les voix dissidentes s'est intensifiée (arrestation et emprisonnement d'activistes, d'artistes et d'avocats, et renforcement de la censure d'Internet).

Il est évident que, de leur côté, certains éléments des cercles dirigeants américains ont vu là l'occasion d'encourager certains intellectuels chinois et d'autres éléments de la petite bourgeoisie éduquée (et matériellement privilégiée) à descendre dans la rue au nom de la « démocratie ». Ces événements ont été baptisés « révolution de jasmin ». Des émigrés anticommunistes aux Etats-Unis, groupés autour du « Parti démocratique de Chine », se sont mis devant leur clavier pour lancer dans le monde virtuel d'Internet des appels à

manifestes à Pékin, à Shanghai et dans d'autres villes chinoises. Ce que résume ainsi ce titre du *New York Times* du 29 avril : « Comment essayer de stimuler la protestation populaire en Chine depuis sa chambre à coucher de Manhattan ». La « révolution de jasmin » a fait long feu. Seule une poignée de personnes ont répondu à ces appels, dont l'ambassadeur des Etats-Unis qui s'est « trouvé par hasard » à l'un des endroits annoncés. Les lieux mêmes de ces manifestations pour la « démocratie » en disaient long sur leur caractère privilégié : des Starbucks cafés, des McDonald et Wangfujing, un quartier commerçant huppé de Pékin fréquenté par les touristes étrangers et les nouveaux riches chinois.

### Les pseudo-trotskyistes encouragent la contre-révolution « démocratique »

On pourrait argumenter que les participants éventuels à la « révolution de jasmin » ont été intimidés par la répression policière. Pourtant dans la même période ont eu lieu à Shanghai une grève de trois jours et des manifestations de chauffeurs routiers en colère, la plupart propriétaires de leur camion, contre l'envolée des prix de l'essence et les taxes élevées. Les mécontents ne manquent pas dans la population chinoise – ouvriers des entreprises publiques et privées, fermiers, certains éléments de la petite bourgeoisie urbaine. La question est la direction politique que prendra l'opposition à la bureaucratie stalinienne. Un facteur décisif sera le caractère et les buts des dirigeants de cette opposition.

Quand la situation politique en Chine sera plus ouverte, les révolutionnaires marxistes seront confrontés à des tendances prônant la « démocratie » sans caractère de classe tout en prétendant défendre les intérêts des travailleurs et même le socialisme. Parmi ceux-ci se trouveront des groupes se réclamant frauduleusement du trotskysme, comme *October Review*. Ce groupe est affilié internationalement au Secrétariat unifié (SU), qui a une longue histoire au service de la contre-révolution « démocratique bourgeoise », prostituant l'opposition révolutionnaire de Trotsky au stalinisme. Durant la dernière phase de la guerre froide, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, le SU, dirigé par feu Ernest Mandel, a soutenu toutes les forces pro-impérialistes et anticommunistes dans la sphère d'influence soviétique, de Solidarność en Pologne aux « démocrates » autour de Boris Eltsine en Russie. *October Review* est peut-être encore plus véhément dans l'expression de son hostilité anticommuniste envers la Chine que ne l'étaient les mandéliens envers l'Union soviétique. Mais ce n'est qu'une question de degré.

Le trotskysme authentique consiste à porter haut l'étendard prolétarien et internationaliste de la Révolution d'octobre 1917. En conclusion de l'article sur la Charte 08, nous écrivions :

« Une révolution politique prolétarienne d'où émergera une Chine des conseils ouvriers et paysans sera un flambeau pour les masses ouvrières opprimées d'Asie et du monde entier ; elle donnera le coup de grâce à la propagande de la "mort du communisme" de la bourgeoisie, fera relever la tête aux masses opprimées de l'ex-Union soviétique et d'Europe de l'Est, et sera une source d'inspiration pour les ouvriers des métropoles impérialistes. Au bout du compte, c'est là la seule perspective qui pourra contrer le chant des sirènes de la "démocratie" qu'entonnent les officines soutenues par les impérialistes ainsi que les pseudo-"socialistes", les ennemis des acquis de la Révolution chinoise. »

— Traduit de *Workers Vanguard* n° 981, 27 mai

140<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

# LEÇONS DE LA COMMUNE DE PARIS



Musée Carnavalet

Femmes sur les barricades pendant la Commune

Nous reproduisons ci-dessous en traduction une présentation au Spartacus Youth Club de New York sur la Commune, légèrement revue pour publication. La présentation a été faite pas S. Williams, membre du comité central de la Spartacist League/U.S.

\* \* \*

Il y a 140 ans, le 18 mars 1871, la classe ouvrière parisienne se soulevait et instaurait son propre Etat, un Etat ouvrier éphémère dans une seule ville. Alors qu'une bonne partie du gouvernement et de l'armée capitalistes s'étaient déjà enfuis de Paris, les ouvriers balayèrent ce qui restait et commencèrent à exercer le pouvoir. Cela ne dura que quelques semaines, jusqu'à fin mai 1871. La Commune fut un avant-goût de ce qu'Engels, dans son introduction de 1891 au livre de Marx *la Guerre civile en France*, appela la « dictature du prolétariat ». Lénine a attentivement étudié la Commune : il a révisé et publié la deuxième édition russe de *la Guerre civile en France*. Il a utilisé les leçons de la Commune dans *l'Etat et la révolution*, écrit peu avant le début de la Révolution d'octobre 1917, et dans *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, écrit après cette révolution. Comme Lénine, nous devons tirer la leçon fondamentale de la Commune : contrairement à la Révolution russe victorieuse, elle n'avait pas de direction à la hauteur de la situation et elle s'est terminée par un massacre.

## Origines de la Commune

L'idée de « commune » remonte au Moyen Age. A l'époque féodale, quand les villes se développaient en centres d'échanges, les citadins (artisans, marchands, et la bourgeoisie dont le nombre croissait) cherchaient parfois à obtenir une charte de franchise qui les exonérait des droits féodaux et leur permettait d'avoir une commune, c'est-à-dire une sorte de gouvernement municipal autonome « en commun ». Plus

tard, pendant la Révolution bourgeoise française, une « commune » fit son apparition à Paris et servit de base à Maximilien Robespierre, le plus radical des jacobins, en 1792-1793. Elle avait pris le nom de « commune insurrectionnelle ». Elle était favorable au suffrage universel masculin et était basée sur les citoyens armés de Paris. En 1871, les ouvriers prenaient modèle sur ces exemples passés. Dans *la Guerre civile en France*, Marx écrivait : « C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi, dans cette nouvelle Commune, qui brise le pouvoir d'Etat moderne, on a voulu voir un rappel à la vie des communes médiévales [...]. » La nouveauté de la Commune de 1871 tenait à sa nature révolutionnaire **prolétarienne**.

Pour comprendre les acteurs de la Commune de Paris, nous devons commencer par nous intéresser aux révolutions de 1848 qui l'ont précédée, quand une vague de soulèvements contre la réaction monarchique et féodale avait déferlé sur l'Europe continentale. En France, un monarque du nom de Louis-Philippe d'Orléans gouvernait depuis 1830 en défendant les intérêts des capitalistes financiers et industriels. En février 1848 un soulèvement de masse renversa la monarchie orléaniste et mit au pouvoir un gouvernement provisoire bourgeois dans lequel figuraient quelques représentants des socialistes et des ouvriers. Sous la pression des ouvriers, le gouvernement provisoire mit en place ce qu'on appelait les Ateliers nationaux, qui étaient une forme d'aide sociale pour les chômeurs parisiens. La principale opposition de gauche au gouvernement provisoire était dirigée par Auguste Blanqui, dont les partisans devaient plus tard jouer un rôle dans la Commune. En avril 1848, le gouvernement provisoire organisa des élections à une Assemblée constituante (à laquelle



Dietz Verlag Berlin



International Institute of Social History

Friedrich Engels, alors un jeune révolutionnaire, participa au soulèvement des ouvriers et des artisans d'Elberfeld en Allemagne en mai 1849.

Blanqui était opposé). Une majorité de la population française, la paysannerie réactionnaire, vota pour le « Parti de l'ordre », une coalition de la droite monarchiste soutenue par la bourgeoisie. L'un de ses dirigeants était un certain Adolphe Thiers, qui sera plus tard le boucher de la Commune. En juin 1848, l'Assemblée constituante démocratiquement élue déclara la suppression des Ateliers nationaux, provoquant un soulèvement ouvrier à Paris. Il fut violemment réprimé par l'Assemblée. Des milliers d'ouvriers et d'opprimés furent tués – un avant-goût de ce qui adviendra avec la défaite de la Commune.

En France mais aussi dans toute l'Europe, la classe ouvrière s'était affirmée en 1848 comme une force de classe indépendante, et la bourgeoisie avait montré qu'en tant que classe elle était devenue contre-révolutionnaire. Au cours des siècles précédents, pendant les grandes révolutions bourgeoises, la bourgeoisie avait *renversé* les monarchies féodales. Mais en 1848, elle s'était *alliée* aux éléments féodaux réactionnaires pour écraser les ouvriers. Initialement, Marx et Engels, avant de participer aux révolutions de 1848, envisageaient la possibilité que le parti prolétarien s'allie avec l'opposition bourgeoise républicaine pendant une révolution démocratique bourgeoise (du moins en France et en Allemagne). Mais en 1850, dans leur célèbre *Adresse du comité central à la Ligue des communistes*, Marx et Engels, tirant les leçons de 1848, affirmèrent que le parti ouvrier devait agir indépendamment de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie et proclamèrent que pour les ouvriers, « leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence ! »

Juste avant 1848, Marx et Engels avaient été pour beaucoup dans la création d'une organisation qui s'appelait la Ligue des communistes, qui était un petit groupe de révolutionnaires communistes avec pour programme le *Manifeste du Parti communiste*. Mais quelques années après les révolutions de 1848, la Ligue des communistes se désintégra. A l'époque de la Commune, en 1871, Marx et Engels étaient les dirigeants de ce qui s'appelait l'Association internationale des travailleurs, également connue sous le nom de Première Internationale ; elle avait été créée en 1864 et reflétait le renouveau du mouvement ouvrier en Europe après la défaite des révolutions de 1848. Contrairement à l'organisation de cadres qu'était la Ligue des communistes, la Première Internationale était constituée de multiples courants idéologiques, révolutionnaires comme petits-bourgeois. L'idéologie de Pierre-Joseph Proudhon était très influente dans la section

française de l'Internationale. Proudhon était un des pères idéologiques de l'anarchisme, une idéologie petite-bourgeoise reflétant les intérêts des petits artisans et non du prolétariat industriel. Les proudhoniens étaient des « mutuellistes », qui rejetaient les grèves ou la participation à la lutte « politique ». Ils pensaient que la société devait se composer de petits propriétaires et luttaient pour des « sociétés de secours mutuel » qui dispenseraient des crédits bon marché ou gratuits, et leur arme était la « lutte économique ». Blanqui (qui n'avait pas adhéré à l'Internationale) était lui aussi très influent dans le mouvement ouvrier français. Pour Engels, c'était un « révolutionnaire de la génération précédente », parce que les origines de son idéologie remontaient aux communistes jacobins radicaux d'après la Révolution française de 1789. Blanqui croyait à la politique conspiratrice, c'est-à-dire organiser une petite minorité dans des cellules

secrètes, pour ensuite apparaître au grand jour et tenter de provoquer une révolution par une insurrection armée. En 1839, avec un millier de ses disciples, il tenta de mettre en pratique cette conception, avec le résultat auquel on pouvait s'attendre : lui et un certain nombre de ses partisans se retrouvèrent immédiatement en prison.

La Première Internationale comptait aussi dans ses rangs un certain nombre de syndicalistes anglais. En Angleterre, contrairement à ce qui se passait dans le reste de l'Europe, les syndicats étaient un mouvement de masse, mais avec une orientation politique démocratique bourgeoise. L'Internationale incluait aussi plusieurs anciens militants allemands de la Ligue des communistes, et un mélange d'éléments éclectiques, dont un certain nombre d'Italiens et de Polonais. L'anarchiste Mikhaïl Bakounine avait fait alliance avec la Première Internationale en 1868-1869, tout en maintenant en parallèle et secrètement sa propre organisation, l'« Alliance internationale de la démocratie socialiste », ce qui était une source de tensions permanentes avec Marx et Engels. Comme les proudhoniens, les bakouniniens considéraient que la source du changement social était la petite bourgeoisie et non la classe ouvrière. Bakounine croyait que l'Etat bourgeois pouvait simplement être aboli, et il était contre l'idée de dictature du prolétariat, ainsi que contre toute « autorité ». Comme l'écrira plus tard Engels, pour Bakounine « l'autorité – l'Etat – voilà le grand mal ». Comme Proudhon, Bakounine rejetait la « lutte politique » au profit de la « lutte économique ». Pour en savoir plus sur ces questions, Joseph Seymour a écrit une série d'articles formidables sur les communistes des premières années et les révolutions de 1848, qui ont été publiés dans *Young Spartacus* (1976-1979) sous le titre « Le marxisme et la tradition communiste jacobine ». On trouvera aussi des détails intéressants sur Proudhon et Bakounine dans la brochure spartaciste *Marxisme contre anarchisme*.

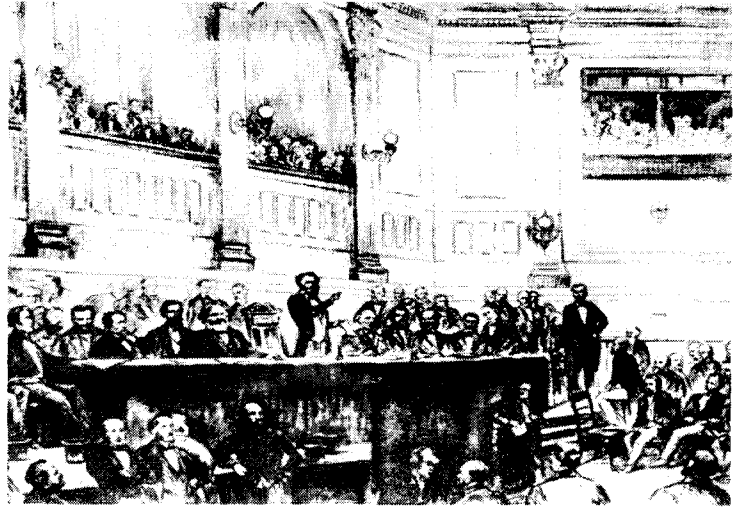
## Paris et le développement industriel

Dans la période qui suivit les insurrections de 1848, le prolétariat industriel s'était développé en Europe occidentale à un rythme rapide, conséquence du développement de l'industrie elle-même : dans les deux décennies qui séparent la défaite de 1848 et la Commune, la production industrielle et le commerce extérieur français avaient doublé. En 1840, il n'existait que quelques chemins de fer hors de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, mais en 1870 il y avait en France

près de 20 000 kilomètres de voies ferrées, des milliers de kilomètres de lignes télégraphiques, et la construction navale avait connu un développement considérable. L'or de la « ruée vers l'or » californienne affluait en Europe. Le capital financier s'était développé avec la création en France de banques géantes comme le Crédit Lyonnais et le Crédit foncier, qui finançaient l'expansion industrielle et des grands projets immobiliers.

Même si la classe ouvrière parisienne était restée en grande partie de nature artisanale, ou organisée en petits ateliers (c'était une des raisons de l'influence de Proudhon), le développement en France (et dans une mesure limitée à Paris) d'un prolétariat industriel significatif représentait un changement par rapport à l'époque d'avant 1848, quand Marx et Engels pensaient que le prolétariat, particulièrement en France et en Allemagne, avait besoin de davantage de temps pour se développer économiquement en tant que classe. Comme l'écrivait Engels dans son introduction à *la Guerre civile en France* de Marx, en 1871, « même à Paris, ce centre de l'artisanat d'art, la grande industrie avait [...] cessé d'être une exception », et Marx « dit très justement » que la guerre civile « devait aboutir finalement au communisme, c'est-à-dire à l'exact opposé de la doctrine de Proudhon ».

La croissance de l'industrie s'était accompagnée d'une expansion rapide de la population urbaine. La population parisienne avait plus que doublé entre 1831 et 1872. Pendant les deux décennies précédant la Commune, le préfet de Paris, le baron Haussmann, avait remodelé de fond en comble l'urbanisme parisien. Avant lui, de nombreux quartiers de Paris étaient très différents de ce qu'ils sont aujourd'hui et ressemblaient davantage à ceux de la plupart des villes médiévales : minuscules ruelles, maisons hétéroclites entassées les unes contre les autres dans le centre-ville, rues mal éclairées qui étaient autant de coupe-gorge crasseux, et la classe ouvrière et les pauvres étaient affligés de toutes sortes de maladies. La classe moyenne « respectable » vivait dans la peur du centre-ville, qui était aussi le centre historique des révoltes contre la classe dirigeante. Haussmann fit raser cette partie de la ville et la remplaça par les « grands boulevards », larges, avec de grands carrefours à angles droits où il serait plus facile de faire manœuvrer la troupe et de mater des barricades. Haussmann lui-même écrivait : « C'était l'éventrement du Vieux Paris, du



E. Schaubmann

Fondation de la Première Internationale en 1864. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

*quartier des émeutes, des barricades, par une large voie centrale, perçant, de part en part, ce dédale presque impraticable [...].* Les ouvriers furent chassés du centre-ville vers les faubourgs comme les collines de Belleville et de Montmartre, qui devinrent par la suite les bastions de la Commune.

### La guerre franco-prussienne

L'événement déclencheur de la Commune de Paris fut la guerre franco-prussienne de 1870. Pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne n'était pas un pays unifié. Pendant la Révolution de 1848, Marx et d'autres socialistes avaient combattu pour l'unification de l'Allemagne. Mais quand en 1848 la bourgeoisie allemande fit alliance avec la réaction féodale, ceci eut pour conséquence la survivance de nombreux petits Etats germanophones, dont certains étaient dominés par la noblesse locale, tandis que d'autres étaient sous le contrôle de l'étranger. Le plus puissant des Etats allemands était la Prusse, où régnait la monarchie des Hohenzollern. Au milieu des années 1860, sous le roi Guillaume I<sup>er</sup>, un chancelier allemand à poigne du nom d'Otto von Bismarck arriva aux affaires. Bismarck affronta successivement le Danemark et l'Autriche pour le contrôle des provinces germanophones, accélérant ainsi un processus d'unification allemande officialisé par la création en 1867 de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Pour achever l'unification allemande, Bismarck devait défier à l'ouest la domination française : il provoqua Napoléon III et l'incita à déclarer la guerre à la Prusse en menaçant de placer sur le trône d'Espagne un roi issu de la noblesse prussienne (la France aurait alors été encerclée par des régimes favorables à la Prusse).

L'arrivée au pouvoir de Louis Napoléon Bonaparte (le neveu de Napoléon I<sup>er</sup>) avait été la conséquence de l'écrasement de l'insurrection du prolétariat français en juin 1848. Il avait été président de l'Assemblée nationale de 1848 à 1851, mais il avait fait un coup d'Etat et dissous l'Assemblée nationale en décembre 1851. Une année plus tard, il proclamait le Second Empire et se couronnait empereur Napoléon III. A propos des deux Napoléon, Marx, dans *le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, écrivait ironiquement : « Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire une deuxième fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. »

**Cheikh El Mokrani dirigea l'insurrection kabyle de 1871 contre le colonialisme français. Elle éclata le 15 mars et fut noyée dans le sang au bout de 9 mois, avec des dizaines de milliers de victimes.**



DR

Le 19 juillet 1870, Napoléon III déclarait la guerre à la Prusse, et la guerre franco-prussienne commençait. Dans une déclaration sur la guerre, rédigée par Marx sous le titre de « Première adresse du Conseil général », l'Internationale se rangeait militairement du côté de l'Allemagne, du point de vue de l'internationalisme révolutionnaire. Marx argumentait qu'il s'agissait d'une guerre défensive et il soutenait l'unification de l'Allemagne tout en étant politiquement opposé à Bismarck et à Napoléon III. Marx lançait aussi une mise en garde : « *Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours un désastre.* »

Mais en quelques semaines, la Prusse occupait sans difficulté une partie de la France. Un coup décisif avait été porté quand l'armée française fut écrasée lors de la bataille de Sedan, dans l'est de la France, les 1<sup>er</sup> et 2 septembre 1870 ; plus de 80 000 soldats et officiers furent faits prisonniers, dont Napoléon III. La nouvelle de la défaite et de la capture de Napoléon III provoqua dans toute la France des manifestations ouvrières contre la monarchie napoléonienne, pour la république et contre la capitulation devant les Prussiens. Le matin du 4 septembre, les ouvriers parisiens envahirent le Palais-Bourbon, siège de la Chambre des députés. Les masses chassèrent physiquement les députés et Léon Gambetta, un politicien républicain bourgeois, fut forcé d'annoncer l'abolition de l'Empire de Napoléon III et de proclamer la Troisième République. Les ouvriers conduisirent un certain nombre de députés à l'Hôtel de ville, où un « gouvernement de la Défense nationale » fut formé.

A partir de ce jour, le 4 septembre, le « gouvernement de la Défense nationale » fut tenaillé par « *la peur de la classe ouvrière* ». Il était « *composé en partie d'orléanistes [monarchistes bourgeois] notoires, en partie de républicains bourgeois, sur quelques-uns desquels l'insurrection de juin 1848 a laissé son stigmate indélébile* » (Marx, *la Guerre civile en France*, 1871). Malgré son nom, le groupe des politiciens bourgeois du « gouvernement de la Défense nationale » était peu désireux de combattre les Prussiens ; il voulait principalement mater la révolte ouvrière. Comme devait le déclarer plus tard Jules Favre, à l'époque ministre des Affaires étrangères, le gouvernement de la Défense nationale avait pris le pouvoir pour repousser les forces de l'anarchie et empêcher une révolte honteuse à Paris.

Début septembre, quelques jours après la défaite française à Sedan, la Première Internationale publiait la « Seconde adresse du Conseil général » de Marx, qui saluait la proclamation de la république en France et dénonçait l'invasion du pays par la Prusse. L'Internationale exigeait que l'Alsace et la Lorraine, où est parlé un dialecte allemand mais qui se considéraient depuis longtemps comme françaises, ne soient pas annexées par l'Allemagne. Marx mettait aussi en garde contre le danger d'une insurrection des ouvriers français parce qu'il pensait qu'elle serait prématurée (cependant, quand la Commune fut plus tard proclamée, Marx, Engels et l'Internationale furent les premiers à prendre fait et cause pour elle). Ceci dit, les forces hétérogènes qui composaient l'Internationale n'avaient pas toutes la même attitude : Marx et Engels critiquaient la section française de l'Internationale pour avoir publié une déclaration « *chauvine* » adressée au « *peuple allemand* » au nom du « *peuple français* », c'est-à-dire sur une base nationaliste bourgeoise et non du point de vue de l'internationalisme prolétarien. Cela a continué à être une faiblesse politique des éléments qui devaient plus tard diriger la Com-

mune. Comme le fera remarquer Lénine : combiner « *patriotisme et socialisme* » fut « *l'erreur fatale des socialistes français* » ; la bourgeoisie française aurait dû porter « *la responsabilité de l'humiliation nationale ! L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie par le socialisme.* »

## Le siège de Paris et l'armistice

Après le 4 septembre 1870, les Français continuèrent la guerre contre les Prussiens, mais sous un commandement bourgeois hésitant. Les Prussiens encerclèrent bientôt Paris. La ville fut assiégée et au bout de quelques semaines la famine régnait. En octobre 1870, non seulement les masses ouvrières mais aussi la bourgeoisie avaient déjà dû se résoudre à manger de la viande de cheval. (La classe ouvrière avait commencé à en manger pendant la crise industrielle de 1866). A la mi-novembre, on mangeait des animaux de compagnie, et même des rats et des pigeons voyageurs. L'écrivain Victor Hugo se vit attribuer des morceaux de cerf et d'antilope du zoo. Le combustible de chauffage aussi vint à manquer et les ouvriers et les pauvres de Paris se mirent bientôt à grelotter de froid. Pour couronner le tout, début janvier 1871, les Prussiens bombardaient la ville sans répit.

Pendant cette période, à l'automne-hiver 1870-1871, eurent lieu d'autres révoltes d'éléments ouvriers, et le gouvernement bourgeois fit quelques timides tentatives d'attaques contre les Prussiens. Le 31 octobre 1870, arriva de province la nouvelle que la deuxième armée française avait été battue à Metz, et Thiers arriva à Paris pour négocier un armistice avec Bismarck. Mais les ouvriers français étaient opposés à un armistice, et le 31 octobre, ils se révoltèrent dans plusieurs villes. Lors du soulèvement parisien, les dirigeants les plus radicaux, dont Blanqui, prirent en otage des membres du « gouvernement de la Défense nationale ». Les socialistes firent promettre au gouvernement d'organiser des élections pour une Commune, mais il s'agissait là d'une promesse fallacieuse. Il l'avait faite uniquement pour apaiser la colère populaire et gagner le temps nécessaire à ses troupes pour surprendre et désarmer les ouvriers qui avaient pris en otage le « gouvernement de la Défense nationale ». Après l'échec du soulèvement, et alors que le siège de Paris se poursuivait, le gouvernement commença à négocier en secret avec les Prussiens.

Finalement, fin janvier 1871, la majorité de la population française était à bout de forces. Le 28 janvier, Jules Favre, membre du « gouvernement de la Défense nationale » se rendit à Versailles pour négocier un armistice avec les Prussiens. Les termes de cet armistice étaient draconiens : le paiement à la Prusse d'une indemnité de 200 millions de francs, dont le premier versement devait avoir lieu dans les deux semaines ; reddition immédiate de la plupart des forts entourant Paris ; remise des armes et des munitions de l'armée (mais pas de la Garde nationale) ; annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne ; et tenue des élections pour une Assemblée nationale.

Les élections à l'Assemblée nationale eurent lieu le 8 février 1871. Celle-ci était dominée par des monarchistes élus par les paysans conservateurs des campagnes. (L'Assemblée et ses partisans étaient appelés les « ruraux » par les ouvriers insurgés des villes). Adolphe Thiers, qui en 1848 était un dirigeant du « Parti de l'ordre » qui avait massacré les ouvriers, fut nommé chef du gouvernement par cette Assemblée nationale réactionnaire. Comme les Prussiens étaient toujours à Versailles, l'Assemblée nationale siégeait à Bordeaux. Un





Studio Henri, Saint-Brice

Les Parisiennes font la queue pour avoir du pain pendant le siège de Paris.

mois plus tard, le 1<sup>er</sup> mars, les Prussiens défilèrent symboliquement sur les Champs-Élysées, mais ils se retirèrent peu après de Versailles, tout en continuant à occuper la région à l'est de Paris et le nord de la France, en gage du paiement des réparations de guerre qui leur étaient dues.

## La Garde nationale

Je voudrais m'arrêter un peu sur la Garde nationale. La Garde nationale de Paris était une force distincte de l'armée française. L'existence de la Garde nationale remonte au tout début de la Révolution française de 1789, quand elle s'était constituée comme une milice citoyenne bourgeoise. Elle avait été abolie pendant la brève restauration de la monarchie des Bourbons et rétablie en 1830. Par la suite, la composition de classe et la taille de la Garde nationale avaient fluctué en fonction des circonstances politiques. Pendant la Révolution de 1848, par exemple, elle s'était transformée, passant d'une petite force bourgeoise conservatrice à une milice de 250 000 hommes, dans laquelle les bataillons composés de pauvres et d'ouvriers formaient une écrasante majorité. Après la défaite de 1848, elle redevint une petite milice bourgeoise. A la proclamation de la Troisième République, le 4 septembre 1870, la police parisienne s'était enfuie, et la Garde nationale était devenue la principale force armée qui restait à Paris. Et donc, pendant le siège prussien de l'hiver 1870-1871, les ouvriers parisiens de la Garde nationale étaient armés parce qu'il n'y avait pas d'autre force pour repousser les Prussiens. Les effectifs de la Garde nationale augmentèrent à nouveau, atteignant 300 000 hommes. Pendant le siège, toutes les ressources disponibles dans Paris furent mobilisées pour fabriquer des munitions, et les ouvriers, grâce à une souscription ouverte par Victor Hugo, donnèrent de l'argent pour fabriquer des canons.

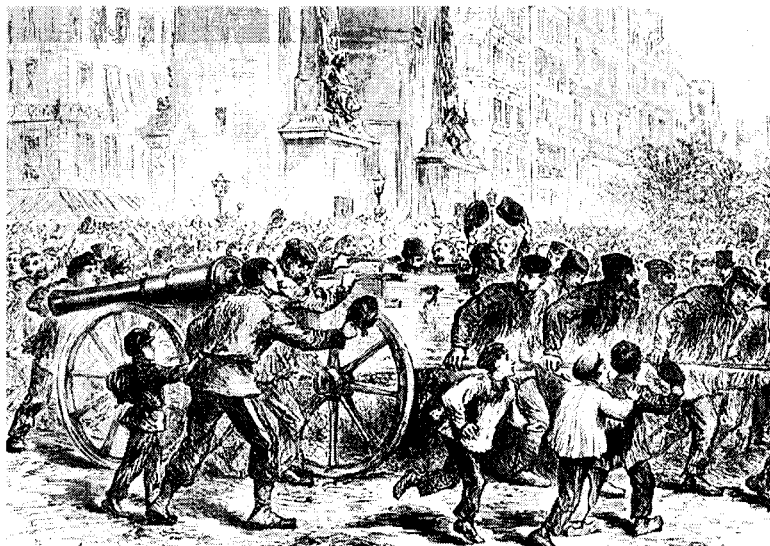
Fin janvier 1871, après la signature de l'armistice avec les Prussiens, la bourgeoisie française ne disposait plus que de 15 000 soldats loyaux – les autres étaient prisonniers de Bismarck. Parallèlement, il y avait dans la Garde nationale parisienne 300 000 ouvriers en armes, dont une proportion non négligeable de rouges. Thiers devait désarmer les ouvriers parisiens pour obtenir des banquiers français l'argent nécessaire à effectuer le premier versement aux Prussiens prévu par l'armistice. Comme il l'expliquera plus tard, « *les gens d'affaires allaient répétant partout : "Vous ne ferez jamais d'opérations financières, si vous n'en finissez pas avec tous ces scélérats, si vous ne leur enlevez pas les canons".* »

Les ouvriers de la Garde nationale avaient immédiatement commencé à s'organiser en opposition à l'armistice de janvier 1871. Les bataillons de la Garde nationale commencèrent à créer des comités électoraux sur une plate-forme républicaine de gauche pour les élections du 8 février. Quand les monarchistes remportèrent les élections à l'Assemblée nationale, la Garde nationale appela à de nouveaux meetings et continua pendant environ un mois, de début février à début mars, à organiser les ouvriers parisiens. Thiers nomma un officier connu pour sa brutalité « général » de la Garde nationale. Opposés à ce choix, plusieurs dirigeants de la Garde nationale (affiliés à la Première Internationale) se révoltèrent le 3 mars 1871, nommèrent une direction provisoire de la Garde nationale et appelèrent à des élections à un comité central. Comme l'écrivait Marx, le soulèvement de Paris « *ne date pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire sur la conspiration ; il date du 31 janvier, du jour même de la capitulation* ».

Début mars, les élections au Comité central de la Garde nationale furent annoncées par des affiches rouge vif placardées dans tout Paris, qui demandaient aux citoyens de s'organiser dans leur quartier et dans leur arrondissement. En réponse à la campagne de la Garde nationale, l'Assemblée nationale réactionnaire prétendit que Paris était livré à l'incendie et au pillage. Les Prussiens ayant quitté Versailles, le gouvernement français quitta Bordeaux et s'installa dans cette ville plutôt qu'à Paris par peur des masses plébéiennes. L'Assemblée décréta également des mesures de représailles contre les ouvriers et la petite bourgeoisie des villes. Elle supprima l'indemnité versée aux gardes nationaux, qui était une des rares ressources de la plupart des Parisiens. L'Assemblée apporta aussi son soutien aux propriétaires qui exigeaient le paiement de tous les arriérés de loyer depuis le début du siège, une mesure qui concernait une grande partie de la population. Elle exigea aussi le règlement *avec intérêt* de tous les impayés dans un délai de quatre mois, ce qui touchait en particulier la petite bourgeoisie des boutiquiers.

Ces mesures provoquèrent l'indignation générale, mais l'étincelle de l'insurrection ouvrière de Paris se produisit au petit matin du 18 mars 1871. Thiers, qui manquait de soldats, avait envoyé discrètement à Paris des bataillons de l'armée pour voler les canons de la Garde nationale. Détail symptomatique du manque d'organisation consciente qui régnait au sein de la Garde nationale, les canons n'étaient pas gardés. A l'aube, lorsque des crémières virent l'armée en train d'essayer d'emporter un des canons, payés avec le propre argent des ouvriers, elles alertèrent la Garde nationale et s'interposèrent physiquement, en reprochant aux soldats d'agir contre la République. Les gardes nationaux commencèrent à affluer et fraternisèrent avec les simples soldats, les gagnant à leur cause. Quand le général Lecomte, qui les commandait, donna l'ordre de tirer sur la population désarmée, les soldats refusèrent d'obéir ; le général et un autre officier furent arrêtés par les soldats et la Garde nationale. Très vite, partout dans Paris, l'armée désobéit aux ordres et fraternisa avec les masses parisiennes. Plus tard dans la journée, Clément Thomas, un politicien bourgeois qui avait soutenu la brutale répression du soulèvement ouvrier de juin 1848, fut reconnu dans la rue. Le général Lecomte et lui furent alignés contre un mur et fusillés par les insurgés.

Après le soulèvement du 18 mars et la mutinerie de l'armée, le gouverneur de Paris s'enfuit à Versailles, et le Comité central de la Garde nationale commença à exercer le pouvoir et à décréter immédiatement des mesures favorables aux masses laborieuses. Le 21 mars, il suspendit la vente des



Viking Press

Paris, 18 mars 1871 : la Garde nationale reprend ses canons. La Garde nationale fit appel aux soldats du rang, qui refusèrent de tirer sur les masses.

objets déposés en gages – les prêts sur gages avaient été un des rares moyens de survie des Parisiens pauvres pendant le siège. Il abrogea plusieurs mesures réactionnaires de l'Assemblée nationale, notamment en accordant des délais supplémentaires aux débiteurs et en interdisant les expulsions pour non-paiement de loyer. Même s'il avait le pouvoir entre les mains, le Comité central de la Garde nationale commença à proposer des élections pour une commune, dans l'illusion qu'il serait possible de négocier avec les maires d'arrondissement bourgeois, qui tous soutenaient Thiers. Au bout de quelques jours, les maires bourgeois et leurs partisans s'enfuirent à Versailles pour y rejoindre l'Assemblée nationale.

## La Commune et la dictature du prolétariat

C'est ainsi que le Comité central de la Garde nationale se retrouva à la tête de Paris, avec entre ses mains tout l'appareil matériel du pouvoir. Il était, selon la formule de Trotsky, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite bourgeoisie. Mais le Comité central de la Garde nationale ne se considérait pas lui-même comme une autorité révolutionnaire centrale. Marx argumentait qu'étant donné que la bourgeoisie venait juste de s'enfuir, était désorganisée, et n'avait pas beaucoup de soldats, le Comité central, au lieu d'appeler à des élections pour une commune, aurait dû « *marcher tout de suite sur Versailles* », mais que « *par scrupules de conscience, on laissa passer le moment opportun* ». Autrement dit, au lieu d'anéantir ses ennemis, le Comité central chercha à prendre sur eux un ascendant moral et laissa les Versaillais tranquilles. Cela a ainsi permis à ces derniers de se ressaisir et de préparer l'écrasement ultérieur de la Commune.

D'autres villes françaises avaient déjà connu au moins un soulèvement depuis septembre 1870. Après le 18 mars, des communes s'étaient créées à Lyon, à Saint-Etienne et au Creusot, un centre de l'industrie lourde. Cependant, le Comité central, et plus tard le conseil de la Commune, étaient attachés aux idées anarchisantes de « *fédération* » et d'« *autonomie* », et comme devait l'expliquer Trotsky, ils s'efforçaient de « *remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise : l'autonomie communale. La vraie*

*tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base [...]. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée* ».

Mais malgré ces faiblesses, la Commune de Paris représentait le noyau d'un Etat ouvrier. Selon la formule de Marx et Engels, la classe ouvrière ne pouvait pas « *se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte* », elle devait **briser** ce qui restait de l'Etat bourgeois et le **remplacer** par sa propre dictature de classe, la « *dictature du prolétariat* ». Et c'est précisément ce qui s'est passé. Le 28 mars, deux jours après que la Garde nationale avait organisé les élections pour la Commune, le nouveau conseil de la Commune, le gouvernement du Paris prolétarien, se réunit. Son premier décret fut la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes. Il transforma aussi la bureaucratie d'Etat en diminuant les salaires et en rendant tous les responsables révocables à tout

moment. Jean-Baptiste Millière, un proudhonien de gauche membre de la Commune, la décrit en ces termes : « *La Commune n'est pas une Assemblée Constituante, elle est un conseil de guerre. Elle ne doit avoir qu'un but : la victoire ; qu'une arme : la force ; qu'une loi : celle du salut public* ». (cité par Trotsky dans *Terrorisme et communisme*, 1920). Dans le *Manifeste du Parti communiste* déjà, Marx et Engels affirmaient que les ouvriers devaient avoir leur Etat, c'est-à-dire le prolétariat « *organisé en classe dominante* ». Après l'expérience de 1848, ils avaient acquis la conviction qu'il fallait briser la machine d'Etat bourgeoise, mais par quoi la remplacer demeurait abstrait. C'est en prenant la Commune comme modèle qu'ils arrivèrent à une conception claire de ce à quoi ressemblerait la « *dictature du prolétariat* ».

Je veux dire quelques mots sur ce qu'*est* la « *dictature du prolétariat* ». La Commune avait donné un **aperçu** de l'avenir, mais c'est seulement en octobre 1917, sous la direction des bolchéviks, qu'une révolution ouvrière complètement aboutie vit le jour – quand ouvriers et soldats organisés en conseils (analogues à la Commune elle-même) et dirigés par le Parti bolchévique renversèrent la classe capitaliste et instaurèrent l'Etat ouvrier soviétique, la formation sociale la plus avancée de toute l'histoire de l'humanité. Les révisionnistes de tous poils déforment la signification de la « *dictature du prolétariat* » pour dépeindre la Commune comme une paisible démocratie **bourgeoise**, et rejettent ainsi les leçons

La Commune supprima l'armée permanente et la remplaça par le peuple en armes.



fondamentales de la Commune *et* de la Révolution bolchévique. Le premier porte-parole de ce révisionnisme fut Karl Kautsky, un dirigeant du SPD allemand et de la Deuxième Internationale qui abandonna la base de l'internationalisme marxiste pour soutenir sa propre classe dirigeante pendant la Première Guerre mondiale. Plus récemment, un autre révisionniste, Daniel Bensaïd, dirigeant aujourd'hui décédé du Secrétariat unifié, a recyclé (sans le citer) un certain nombre d'arguments de Kautsky dans un article reproduit dans *Tout est à nous ! La Revue*, publiée par le Nouveau parti anticapitaliste (NPA).



The Bridgeman Art Library, Roger-Viollet

Plusieurs dirigeants éminents de la Commune étaient des étrangers : Elisabeth Dmitrieff, Léo Frankel, Jaroslaw Dombrowski.

Pour paraphraser Kautsky, celui-ci argumentait que contrairement à la Révolution bolchévique, à laquelle il était opposé et qu'il considérait comme un « putsch », « la Commune de Paris a été la dictature du prolétariat ; or, elle a été élue au suffrage universel, c'est-à-dire sans que la bourgeoisie ait été privée de ses droits électoraux, c'est à dire "démocratiquement" » (Lénine, *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*). De même, Bensaïd argumentait que la « forme » de la « dictature du prolétariat » dans la Commune restait « celle du suffrage universel » (*Tout est à Nous ! La Revue*, n° 19, mars). Autrement dit, ils s'efforcent tous les deux de réduire la « dictature du prolétariat » de la Commune à une question de « démocratie » et de « suffrage universel » en général. En tant que marxistes, nous savons qu'il n'existe pas de « démocratie » sans contenu de classe. Tout en défendant le maximum de démocratie sous le capitalisme, nous sommes conscients que le « suffrage universel » est une forme de démocratie *bourgeoise*, c'est-à-dire une forme de la domination de la *classe capitaliste*. Lénine et Trotsky, dans leurs ouvrages de référence en réponse à Kautsky (*la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky et Terrorisme et communisme*), faisaient remarquer que la bourgeoisie s'était déjà enfuie de Paris à l'époque des élections pour la Commune, et que bien qu'il y ait eu des élections sur la base du suffrage universel, celles-ci reflétaient fondamentalement un vote *de classe*, celui du prolétariat. Ce qui définissait la « dictature du prolétariat » de la Commune, c'était la suppression de l'armée permanente bourgeoise et son remplacement par les ouvriers en armes.

Peindre la Commune sous les couleurs de la démocratie bourgeoise, c'est faire l'apologie du capitalisme et escamoter les leçons marxistes essentielles de la Commune. Considéré à l'échelle *nationale*, le « suffrage universel » *ne* représentait *pas* les intérêts de la *classe ouvrière*. L'Assemblée nationale réactionnaire, amenée au pouvoir le 8 février, avait été élue sur la base du « suffrage universel », et elle a cherché à *écraser* la Commune qui avait renversé la domination de classe bourgeoise. En fait, à l'époque de la Commune, certains soi-disant « socialistes » ont soutenu la démocratie bourgeoise contre les ouvriers. Parmi eux figurait Louis Blanc, une figure historique qui s'est opposée aux communards parce que ceux-ci s'étaient « *insurgés contre l'Assemblée la plus librement élue* ». Les *véritables* prédécesseurs de Kautsky et de Bensaïd sont les « socialistes » bourgeois de ce genre et non pas les communards.

## Les membres de la Commune, et ce que la Commune a accompli

Un des principaux problèmes de la Commune, une fois arrivée au pouvoir, fut l'influence petite-bourgeoise et anarchoïde au sein de sa direction, avec comme conséquence que

les différents éléments de la Commune étaient réticents envers le centralisme et « l'autorité ». Comme l'explique Trotsky, la Commune fourmillait de « *socialistes bourgeois* ». Et Marx regrettait que « *la Commune me semble perdre trop de temps avec des bagatelles et des querelles personnelles. On voit qu'il y a encore d'autres influences que celles des ouvriers.* » Toutefois, la Commune, s'étant emparée du pouvoir d'Etat, était poussée par cette logique à appliquer des mesures conformes aux intérêts des ouvriers et de la petite bourgeoisie, parfois en contradiction avec les programmes dont ses participants se réclamaient.

Qui étaient les représentants élus au conseil de la Commune ? Il y avait là des personnalités très diverses, qui oscillaient entre un Charles Delescluze, radical bourgeois jacobin et une quarantaine de membres de la Première Internationale, dont la plupart étaient influencés par Proudhon, et dans une bien moindre mesure par Mikhaïl Bakouine. (La principale contribution de Bakouine en 1870-1871 fut de tenter de diriger un soulèvement à Lyon fin septembre 1870 : il y proclama l'abolition de l'Etat bourgeois, après quoi l'Etat ne tarda pas à écraser son soulèvement). Il y avait aussi à la Commune un certain nombre de partisans de Blanqui, ainsi que d'autres éléments hétéroclites comme Félix Pyat, aventurier petit-bourgeois et calomniateur de Marx, que l'Internationale avait publiquement désavoué en 1870.

Un collaborateur de Marx dans l'Internationale joua un rôle important. Léo Frankel, joaillier de métier, était à la Commune et y défendit les réformes les plus progressistes qui furent instaurées concernant la classe ouvrière. Il réclama l'abolition du travail de nuit pour les boulangers, et demanda que les ateliers qui n'étaient pas en activité soient placés sous le contrôle des coopératives ouvrières et des syndicats. Il argumenta que la Commune ne devait pas accepter de passer des marchés avec les entrepreneurs les moins-disants qui faisaient pression à la baisse sur les salaires, mais qu'elle devait traiter uniquement avec des coopératives ouvrières. Il ne fut pas suivi sur ce point, mais la Commune accepta d'instaurer un salaire minimum.

Le conseil de la Commune comptait une dizaine de partisans de Blanqui. Mais le 17 mars, juste avant sa tentative pour dérober les canons de la Commune, Thiers avait préventivement fait arrêter Blanqui (qui était alors âgé), afin d'empêcher les ouvriers parisiens de se rassembler derrière lui. Les blanquistes étaient des conspirateurs. Leur position était bien résumée par un des dirigeants blanquistes de la Commune, Raoul Rigault : « *Avec Blanqui, nous obtiendrons tout, sans Blanqui, rien.* » Et ils passèrent le plus clair de la révolution à chercher à le récupérer. Les historiens bourgeois continuent à



Collection Sirot-Angel

**Destruction de la colonne Vendôme le 16 mai. Lorsque le prolétariat aura repris le pouvoir, nous la raserons pour de bon lors d'une grande cérémonie aux héros de la Commune, avec chant de l'Internationale.**

attaquer la Commune de façon haineuse et hystérique (ceci afin de faire passer les ouvriers pour des bandits sanguinaires) pour ce qui était une mesure parfaitement défendable, à savoir l'arrestation d'un certain nombre d'otages, dont l'archevêque de Paris Georges Darboy, qu'ils espéraient échanger contre Blanqui. (Plus tard, pendant que les Versaillais écrasaient la Commune, Darboy et plusieurs dizaines d'autres otages furent fusillés.) En fait, c'est **Thiers** qui a cherché à transformer l'archevêque en martyr de la cause contre-révolutionnaire ; Darboy lui-même avait plaidé auprès de Versailles pour que l'échange ait lieu, et écrivit : « *Il est acquis que Versailles ne veut ni d'échange ni de conciliation* ».

Parmi les autres réformes réalisées par la Commune, citons : la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'expropriation des biens de l'Eglise, et l'enseignement public gratuit. La Commune appliqua également ce qui correspondait à un programme de « pleins droits de citoyenneté pour les immigrés » comptant parmi ses éminents membres un certain nombre d'étrangers, dont les Polonais Jaroslaw Dombrowski et Walery Wroblewski qui faisaient partie de ses cadres militaires les plus compétents, et Léo Frankel, que je viens de mentionner, qui était né en Hongrie et avait travaillé avec le mouvement ouvrier allemand. Les femmes jouèrent aussi un rôle important dans la Commune. L'« Union des femmes pour la défense de Paris et l'aide aux blessés » fut fondée par Elisabeth Dmitrieff, qui connaissait Marx et ses filles et qui avait été envoyée à Paris par Marx. Avec l'appui de Frankel, son Union confectionnait des vêtements pour la Garde nationale, afin d'engager les femmes et les maintenir aux côtés de la révolution. Louise Michel, peut-être la femme la plus célèbre de la Commune, organisa un service d'ambulancières qui soignaient les blessés jusque sous les balles, et qui permit aux communards blessés d'échapper aux religieuses hostiles qui dirigeaient à l'époque les hôpitaux.

Pour Marx, une des plus graves erreurs de la Commune fut de ne pas prendre le contrôle des banques. Le 20 mars, le Comité central de la Garde nationale, à court d'argent, alla trouver les Rothschild pour qu'ils lui ouvrent un crédit à leur banque ; ils « prêtèrent » au nouveau gouvernement ouvrier

parisien un million de francs. Toutefois, la Banque de France disposait de plusieurs milliards de francs, des lingots d'or, des bons du Trésor et des titres en tous genres. Sans les banques, tous les capitalistes auraient été mis à genoux devant la Commune. Lissagaray, un des meilleurs historiens de la Commune, qui travailla plus tard avec Marx à Londres, écrivait à ce sujet : « *Depuis le 19 Mars, les régents de la Banque vivaient comme les condamnés à mort, attendant chaque matin l'exécution de leur caisse. De la déménager à Versailles, on n'y pouvait songer. Il aurait fallu soixante ou quatre vingt voitures et un corps d'armée.* » Les proudhoniens de la Commune, prosternés devant la sacro-sainte propriété privée, ne voulaient pas toucher à la Banque de France.

Ceci étant dit, comme je l'ai indiqué, certains aspects de la politique de la Commune étaient en contradiction directe avec le programme dont se réclamaient certains de ses membres. Quand elle organisait la grande industrie et la production à grande échelle, la Commune s'engageait dans la voie de la **socialisation**, en opposition directe avec le programme proudhonien favorable à la petite propriété privée. Les blanquistes croyaient aux méthodes conspiratrices et voulaient

construire une organisation secrète, pourtant dans la réalité leurs déclarations pendant la Commune appelaient à une fédération libre de communes, une grande organisation nationale.

L'acte le plus symbolique de la Commune, qui a souvent suscité l'ire des historiens bourgeois, fut peut-être la destruction de la colonne Vendôme. Dans une atmosphère de liesse, on vendit au public des tickets pour assister au spectacle de l'abattage de ce monument aux conquêtes militaires de Napoléon 1<sup>er</sup>. Le 16 mai, la Commune la détruisit en symbole de son opposition au militarisme bourgeois. Le peintre Gustave Courbet était parmi les plus célèbres partisans de son déboulochage. Un autre symbole durable dont l'origine remonte à la Commune est *l'Internationale*, l'hymne du mouvement ouvrier international, écrit après la défaite de la Commune par le poète-ouvrier Eugène Pottier, qui avait lui aussi siégé au conseil de la Commune. Comme l'écrivit plus tard Lénine, la Commune avait été une « *fête des opprimés* », et d'ailleurs, le 21 mai, beaucoup de communards s'étaient rassemblés pour un concert en plein air sous le chaud soleil printanier, quand les Versaillais commencèrent à se faufiler dans Paris pour entamer leurs massacres systématiques.

## Désorganisation et défaite sanglante

Les initiatives militaires de la Commune furent contrariées par le fait qu'elle était dépourvue d'une direction militaire compétente, et aussi par la rivalité continuelle avec la Garde nationale, qui n'avait abandonné à la Commune qu'une partie de ses pouvoirs. Il n'y eut jamais de commandement unifié des forces armées. Les communards n'avaient pas immédiatement marché contre Thiers à Versailles en mars ; celui-ci et les forces de la contre-révolution commencèrent alors à se regrouper. A partir de début avril 1871, les Versaillais bombardèrent Paris en permanence et, après avoir conclu un accord avec Bismarck, ils obtinrent de lui la libération de 60 000 soldats français prisonniers, qui vinrent s'ajouter aux troupes loyalistes qui encerclaient Paris. Après une série de sorties très mal conduites contre les Versaillais, entre début avril et début mai, la situation bascula le 9 mai quand les communards perdirent le fort d'Issy, une position clé entre

Paris et Versailles. Après Issy, le fort de Vanves tomba à son tour. Finalement, le 22 mai, un traître ayant informé les troupes versaillaises que la Porte de Saint-Cloud était sans défense, celles-ci commencèrent à s'infiltrer dans Paris.

Au cours des semaines précédentes, l'armée de la Commune s'était retrouvée totalement désorganisée. Elle n'avait pratiquement pas de commandement effectif ni de discipline, et face au bombardement sans répit par les Versaillais, des voix de plus en plus nombreuses s'élevaient pour réclamer une direction forte, centralisée et dictatoriale. Le 1<sup>er</sup> mai, un certain nombre de communards, s'inspirant de la vieille Révolution française bourgeoise à l'époque des jacobins, avaient constitué une succession de « comités de salut public ». La Commune se divisa entre une majorité et une minorité où figuraient plusieurs partisans de l'Internationale. Trotsky a fait remarquer que la création du Comité de salut public avait été dictée par la nécessité d'une « terreur rouge », et décrit les différentes mesures prises pour tenter de défendre la Commune. Mais il note aussi que « *la réalité en était paralysée par l'esprit de conciliation informe des éléments dirigeants de la Commune, par leur désir de concilier par des phrases creuses la bourgeoisie avec le fait accompli, par leurs oscillations entre la fiction de la démocratie et la réalité de la dictature* ». Finalement, fin mai, au fur et à mesure qu'un quartier après l'autre tombait aux mains des Versaillais, la Commune se désintégra totalement. Delescluze, le vieux jacobin malade qui avait été élu chef du dernier « comité de salut public », alla participer aux combats sur une barricade où il fut tué.

Après l'entrée des Versaillais à Paris, les communards se battirent désespérément. Mais la Commune fut écrasée rue par rue. Hommes, femmes et enfants furent massacrés sans distinction. Les derniers combats eurent lieu dans les quartiers ouvriers sur les hauteurs de Belleville et Ménilmontant. C'est au mur des Fédérés, au cimetière du Père Lachaise, que 200 communards qui avaient combattu jusqu'au bout furent alignés et exécutés. Aujourd'hui, nous continuons à nous rassembler en ce lieu pour rendre hommage à nos camarades disparus. Des dizaines de milliers de communards, plus de 30 000 personnes, furent massacrés par les Versaillais pen-



Tableau de Daniel Vierge

**Cimetière du Père-Lachaise : Derniers combats de la Semaine sanglante.**

dant cette dernière semaine de mai. Dans une prison, tellement de gens furent exécutés que le sang coulait dans les caniveaux.

Beaucoup de ceux qui n'avaient pas trouvé la mort pendant le massacre initial connurent un sort pire encore. Certains furent emmenés à Versailles sous les insultes et les crachats, parqués en plein air ou dans des geôles où ils moururent de faim, de soif, de choléra ou de gangrène. D'autres furent entassés sur des barges transformées en prisons où ils étaient ligotés et enfermés dans d'étroites cellules. Certains furent condamnés à la déportation en Nouvelle-Calédonie, une colonie désolée située dans l'océan Pacifique, à l'est de l'Australie, où ils souffrirent de malnutrition, de malaria et d'épuisement dans des bagnes, si toutefois ils avaient survécu au voyage dans des cages à fond de cale. Acte particulièrement vicieux et revancharde, le peintre Courbet, fut tenu pour responsable de la démolition de la colonne Vendôme et condamné en guise de représailles à verser plusieurs centaines de milliers de francs pour sa reconstruction. Pour éviter la ruine, il fut contraint de peindre sans répit, mais l'argent qu'il recevait pour chaque tableau vendu allait directement à l'Etat. Finalement, il s'enfuit en Suisse où il mourut dans la misère en 1877. Pour marquer le triomphe de la réaction, en

haut de Montmartre, une des collines où les communards avaient livré combat, on érigea une énorme église blanche ; cette basilique, symbole de la bourgeoisie française contre-révolutionnaire et du triomphe de la religion, est aujourd'hui encore visible à des kilomètres à la ronde.

La Commune et la Révolution bolchévique, la « dictature du prolétariat », sont présentées dans l'histoire bourgeoise comme brutales et sanguinaires. Mais la véritable cruauté de la classe bourgeoise au pouvoir est montrée par la manière dont elle a traité les communards après la défaite de la Commune. Elle montre aussi combien les bolchéviks avaient raison, et l'importance d'avoir une direction révolutionnaire qui se bat *pour gagner*.

Pour revenir à la Première Internationale, après la défaite de la Commune le livre de Marx *la Guerre civile en France* eut un grand retentissement, et les divergences s'aggravèrent entre ses différents courants politiques (et notamment avec Bakounine) pour savoir qui était le



sans crédit

**Place Rouge à Moscou, 1<sup>er</sup> août 1924 : un drapeau de la Commune est solennellement déposé au mausolée de Lénine.**

mieux fondé à se réclamer de la Commune. En 1872, la Première Internationale s'était déjà en pratique désintégrée. Dans une lettre adressée à Friedrich Sorge en 1874, Engels écrivait qu'il avait bon espoir que la prochaine internationale « sera directement communiste et que ce sont justement nos principes qu'elle arborera ». Mais ce ne fut pas l'internationale

suivante, la Deuxième, qui devait brandir ouvertement l'étendard du communisme, mais la Troisième Internationale de Lénine, proclamée en 1919 et le produit de la victoire de la Révolution bolchévique de 1917. De la Commune à la Révolution russe, c'est là notre continuité, le précurseur de la Quatrième Internationale trotskyste. ■

## Protectionnisme...

*Suite de la page 1*

ses directions réformistes qui acceptent l'inévitabilité de l'austérité capitaliste, se contentant de plaider pour atténuer un peu les coups.

Les crises économiques cycliques sont inhérentes au système de production capitaliste, car celui-ci est basé sur la propriété privée des moyens de production. Dans ce système irrationnel le but n'est pas de produire selon les besoins de la population ; les capitalistes produisent uniquement dans la mesure où cela leur rapporte des profits. Pendant les périodes d'expansion et d'investissement, le **taux** de profit (le profit ramené au capital investi) a tendance à baisser : même lorsque la productivité augmente et pas les salaires, l'accroissement des profits par travailleur ne compense pas, en tendance, les capitaux croissants qu'il faut investir. La baisse tendancielle du taux de profit amène ainsi périodiquement des crises de « surproduction », non pas que l'on produise « trop » de voitures ou autres biens industriels pour les besoins de la population, mais ces biens ne peuvent plus être vendus avec le taux de profit escompté par les capitalistes. Comme l'écrivait Marx (*le Capital*, livre III) :

« On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population. [...] Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. »

Les capitalistes disent que pour maintenir le système à flot (c'est-à-dire le flot des profits) il faut continuer à baisser les salaires, accroître la productivité, affaiblir encore plus les syndicats, détruire les salaires indirects perçus sous forme de couverture médicale, d'éducation pour les enfants et de retraites – ce qui en retour ne fait qu'aggraver la crise des débouchés.

La seule manière en dernier ressort de faire redémarrer l'économie capitaliste a toujours été une « purge » avec destruction massive de moyens de production sous forme d'effondrement de la Bourse, de fermetures d'usines et, au pire, de guerres dévastant des pays entiers. La grande crise de 1929 avait donné lieu à d'intenses luttes de classe quelques années plus tard un peu partout dans le monde ; mais la situation pré-révolutionnaire qu'il y avait eu en France, par exemple, en 1936, avait été trahie par les réformistes, essentiellement le PCF, qui avaient attaché les travailleurs aux radicaux bourgeois au travers du Front populaire, et qui avaient canalisé les luttes vers quelques maigres réformes votées au parlement. La crise n'avait été en définitive « résorbée » qu'avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, un conflit qui a fait 50 millions de victimes.

Ce système irrationnel a déjà conduit l'humanité au bord de l'abîme. Il n'est pas réformable, et il ne s'en ira pas de lui-même : il faut le renverser. Seule la classe ouvrière, qui produit les profits des capitalistes par son travail, a la force sociale et l'intérêt historique pour le faire, au moyen d'une

révolution prolétarienne expropriant les capitalistes. Comme nous le disons dans notre Déclaration de principes (*Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998) :

« La victoire du prolétariat à l'échelle mondiale mettrait une abondance matérielle encore inimaginée au service des besoins de l'humanité, créerait les conditions permettant d'éliminer les classes, d'éradiquer l'inégalité sociale basée sur le sexe et d'abolir la signification même, au niveau social, de race, de nation et d'ethnie. Pour la première fois, l'humanité saisira les rênes de l'histoire et contrôlera la société, sa propre création, ce qui se traduira par une émancipation du potentiel humain dépassant ce qu'on peut imaginer aujourd'hui et par un bond en avant monumental de la civilisation. C'est alors seulement qu'il sera possible de réaliser le libre développement de chaque individu, condition du libre développement de tous. »

Cet objectif paraît aujourd'hui utopique à beaucoup en cette période de démolition politique où les travailleurs ont été abreuvés par la bourgeoisie et leurs propagandistes sociaux-démocrates de mensonges que le communisme est soi-disant « mort » avec la destruction de l'Union soviétique il y a 20 ans. Mais il n'y a pas d'autre voie pour en finir avec ce système complètement pourri. En fait, la collectivisation des moyens de production marchait en URSS, malgré l'isolement de celle-ci et son encercllement par les impérialistes, et malgré le fait qu'elle avait rapidement eu sur le dos une bureaucratie nationaliste traîtresse. La bureaucratie stalinienne avait usurpé le pouvoir politique des mains des ouvriers ainsi que leur droit de discuter activement les destinées de la société ; elle a trahi les luttes ouvrières dans le monde en essayant sans cesse d'apaiser l'impérialisme mondial. Tous ces crimes ont sapé l'URSS de l'intérieur et ont en dernier ressort pavé la voie à la destruction de l'Union soviétique. Depuis règne en Russie la nostalgie de l'URSS où chacun avait un travail, un logement, etc.

Les attaques capitalistes provoqueront tôt ou tard des ripostes d'ampleur de la classe ouvrière. Contrairement aux années 1930, il n'y a plus guère aujourd'hui de communistes déclarés avec une base significative dans les syndicats. Mais même en l'absence de militants inspirés par de telles convictions, il surgira des dirigeants radicaux qui ne seront pas moins combattifs que ceux de cette époque. Le renouveau des luttes jettera les bases pour faire revivre et renforcer les syndicats avec une nouvelle direction lutte de classe. Notre raison d'être est de lutter pour construire un parti révolutionnaire, intervenant dans la lutte des classes, qui préserve et transmette aux travailleurs et aux opprimés les leçons chèrement acquises de la lutte de classe du prolétariat, et notamment de sa plus haute conquête, la Révolution d'octobre 1917 en Russie.

## Rivalités interimpérialistes et division de la classe ouvrière

Cela fait maintenant plus de cent ans que le capitalisme a atteint un stade marqué par la domination du capital financier. Comme l'expliquait Lénine en 1916 dans son ouvrage *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours crois-



sans crédit

Camp de Roms de Saint-Denis dévasté par les flics le 1er septembre. Les habitants raflés ont été jetés dans une rame RATP spéciale, comme au temps du massacre des Algériens à Paris il y a cinquante ans, le 17 octobre 1961.

sant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. »

L'impérialisme, caractérisé par Lénine comme « *la lutte de la bourgeoisie périlante, caduque, pourrie, pour le partage du monde et l'asservissement des "petites" nations* », est marqué par une aggravation générale des contradictions du capitalisme.

Lors des crises économiques, les rivalités des diverses économies nationales apparaissent soudain au grand jour avec une acuité exacerbée. On voit aujourd'hui comment la zone euro et l'Union européenne (UE) s'approchent inexorablement de l'éclatement au fur et à mesure que la bourgeoisie allemande accroît son hégémonie économique sur ses rivaux et sur les autres pays européens. L'UE est un consortium impérialiste éminemment instable, destiné à renforcer les bourgeoisies européennes, principalement les puissances qui dominent l'UE (l'Allemagne et la France), dans leur concurrence avec les Etats-Unis et le Japon, mais qui est miné par les rivalités entre classes capitalistes nationales antagoniques.

Ce consortium est tourné en même temps contre les classes ouvrières d'Europe et les immigrés. Nous disons depuis le début et répétons : ***A bas la forteresse raciste de l'Union européenne ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !*** Nous avons voté contre le traité de Maastricht, expliquant que l'UE ne présageait nullement un pouvoir d'Etat capitaliste européen supranational et « ultra-impérialiste » (comme l'envisageaient des révisionnistes comme Kautsky il y a cent ans ou des cadres du futur Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) il y a quelques années). Comme l'expliquaient nos camarades allemands l'an dernier (*le Bolchévik* n° 193, septembre 2010) :

« Les origines de l'Union européenne remontent aux années 1950, quand les impérialistes d'Europe de l'Ouest, sous la conduite des Etats-Unis, se sont efforcés de stabiliser leur alliance contre l'Union soviétique au moyen d'un renforcement de la coopération économique. [...] »

« Notre opposition de principe à la fois à l'OTAN – l'alliance militaire contre l'Union soviétique – et à l'UE et à ses prédécesseurs découlait de notre défense militaire inconditionnelle de

l'Union soviétique, de la RDA et des autres Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. La nature de l'UE a changé avec la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, quand a disparu l'objectif anti-soviétique de l'UE. Pour affirmer plus efficacement leurs propres intérêts vis-à-vis de leur rival américain, l'Allemagne et la France – elles-mêmes puissances impérialistes rivales – ont cherché à améliorer leur coordination et, entre autres, à manœuvrer avec la Russie capitaliste. »

Les difficultés du capitalisme français sont aujourd'hui présentées dans la presse bourgeoise comme le résultat soi-disant de la supériorité technologique de l'Allemagne ou de l'agressivité commerciale et des pratiques « déloyales » de la Chine, qui menaceraient la « *souveraineté financière et sociale* » (comme dit François Fillon) de la France. La bourgeoisie, pour arracher à sa propre classe ouvrière les concessions qu'elle estime indispensables au rétablissement de sa compétitivité internationale, alimente volontiers ce genre de préjugés chez les travailleurs pour susciter une « unité nationale » nécessaire aux sacrifices exigés, y compris en dernier ressort pour transformer une partie de la jeunesse prolétarienne en chair à canon pour mener

des guerres afin de se repartager le monde.

Chaque crise s'accompagne ainsi d'une montée du nationalisme, du chauvinisme et du racisme. Le gouvernement multiplie les mesures racistes pour présenter les travailleurs sans-papiers, immigrés avec des papiers ou descendants d'immigrés non européens comme responsables du chômage, du trou de la Sécu, de la dégradation du système éducatif, etc. C'est une manœuvre transparente pour diviser et affaiblir la classe ouvrière face aux attaques en cours. La classe ouvrière doit y riposter en luttant pour les ***pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici***, quelles que soient leur origine et leur situation légale et ***qu'ils aient un travail ou pas***. Cela doit inclure en particulier le droit de travailler, et aux mêmes conditions : ***A travail égal, salaire égal ! A bas les discriminations raciales, nationales et sexuelles à l'embauche !***

Cette lutte est inextricablement liée à la lutte pour unifier tous les travailleurs d'une entreprise donnée avec des contrats permanents pour tous selon une grille unique de salaires et d'avantages sociaux, que ces travailleurs soient permanents ou qu'ils soient sous-traitants, intérimaires ou en contrat précaire. Cela pose la nécessité de syndicats industriels regroupant tous ces travailleurs dans une seule organisation, et d'une direction révolutionnaire des syndicats, qui sera forgée dans une lutte pour réaliser ce programme. Plus largement, cela doit mener les travailleurs sur la voie de la lutte pour renverser tout ce système capitaliste alors qu'il s'avère incapable de satisfaire aucun des besoins vitaux de la classe ouvrière.

C'est de ce genre d'unité qu'a besoin la classe ouvrière, pas de celle dont les réformistes font la promotion : ils poussent les travailleurs à s'unifier derrière la bourgeoisie dans un « front populaire », une alliance de partis ouvriers réformistes avec des groupes bourgeois comme le Parti radical de gauche ou les Verts. Le but d'une telle alliance est de faire élire en 2012 un candidat commun pour gérer les intérêts de l'impérialisme français à la tête de l'Etat bourgeois. Pour peu le PS aurait présenté Dominique Strauss-Kahn, alors directeur général du FMI et ex-ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement Jospin, et il cherche maintenant un nouveau candidat qui soit autant crédible auprès des capitalistes.

Martine Aubry, l'ex-ministre qui a la faveur de la « gauche » du PS, vient d'attaquer Sarkozy *de la droite* sur le terrain sécuritaire, promettant d'embaucher 10 000 flics supplémentaires si elle est élue ! Ces mêmes réformistes qui nous traitent de « diviseurs » parce que nous luttons pour un parti révolutionnaire d'avant-garde opposé au front populaire, divisent quant à eux et affaiblissent la classe ouvrière sur le point de production en gérant des chapelles syndicales féroce-ment concurrentes entre elles (CGT, SUD, etc.).

De telles alliances avec la bourgeoisie ont toujours conduit les travailleurs à la défaite, que ce soit en 1936 en Espagne la victoire finale de Franco (voir notre article sur la guerre civile espagnole dans *Spartacist* édition française n° 39, été 2009) ou en France la fin ignominieuse du Front populaire qui s'était soldée par le régime de Pétain. Plus récemment les gouvernements de Mitterrand ont été marqués par le « tournant de la rigueur », un rôle d'avant-garde en Europe dans la campagne de guerre froide impérialiste contre l'Union soviétique et la participation à la première guerre impérialiste contre l'Irak en 1991. Sous Jospin il y a eu une vague de privatisations sans précédent et l'attaque impérialiste meurtrière contre la Serbie en 1999. **A bas la collaboration de classes ! Pour l'indépendance de classe du prolétariat par rapport à la bourgeoisie et ses partis ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiracial !**

Mais la gauche française a atteint un tel niveau de prostration devant sa propre bourgeoisie qu'elle est allée jusqu'à soutenir ouvertement cette année les troupes terrestres de Sarkozy en Libye dirigées par le « Conseil national de transition » (CNT) ; elle a même soutenu les frappes françaises et de l'OTAN dans le cas du PS, de Mélenchon et d'une partie du NPA ! Le NPA, adepte de la « révolution » à l'ombre des bombardiers français, a salué le 22 août dans un communiqué spécial la chute de Kadhafi, déclarant avec un cynisme consommé : « *La liberté, les droits démocratiques, l'utilisation des richesses dues aux ressources naturelles pour la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple sont maintenant à l'ordre du jour* » – alors que l'on commençait à parler des 35 % du pétrole libyen que s'est arrogés Total et des pogroms systématiques contre les Noirs dans les territoires « libérés ». Nous nous sommes au contraire prononcés pour la défense de la Libye néocoloniale contre l'attaque impérialiste (voir nos articles dans le précédent numéro du *Bolchévik*).

## Le protectionnisme, ou le « socialisme » des chauvins impérialistes

Si les capitalistes font usage de la ségrégation et de la discrimination racistes pour diviser la classe ouvrière, il y a aussi la forme soi-disant plus respectable, voire « de gauche », du protectionnisme. Dès mars 2009, quelques mois après l'éclatement de la crise, Jacques Sapir, lui-même connu pour ses accointances monarchistes, publiait deux articles pour remettre à la mode le protectionnisme dans *le Monde diplomatique*, journal de référence pour nombre de petits-bourgeois qui se considèrent « de gauche ».

A l'ère du capitalisme monopoliste décadent, dans les métropoles impérialistes, le protectionnisme revient à protéger des fabricants en perte de vitesse dans la concurrence internationale avec des barrières douanières de différents types (droits de douane, contingents d'importation, etc.). Le protectionnisme protège artificiellement le taux de profit d'une branche économique donnée. Il implique donc des transferts vers ces branches capitalistes, bien entendu aux

**Le NPA célèbre la victoire des troupes terrestres de l'OTAN et de Sarkozy, une victoire qui ouvre la voie des champs de pétrole à Total, et celle des maroquins aux ex-sibires de Kadhafi (reconvertis « CNT ») et autres réactionnaires.**

C'est une nouvelle vie qui s'ouvre pour le peuple libyen. La liberté, les droits démocratiques, l'utilisation des richesses dues aux ressources naturelles pour la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple sont maintenant à l'ordre du jour.

### Communiqué du NPA. Kadhafi tombé, aux populations de décider !

le 22 août 2011



Les 15 et 16 février dernier, après la chute de Ben Ali et de Moubarak, c'était au tour de la Libye de voir se développer un mouvement populaire contre une dictature vieille de 42 ans.

C'est l'expression d'un million de droits de l'homme à Benghazi qui déclencha des émeutes pour exiger la libération, avec comme réponse de Kadhafi une violente répression.

C'est l'effet d'un mouvement populaire. La victoire. La libération de Benghazi du pouvoir des représentants de Kadhafi et l'extension de la révolution aux villes et régions avoisinantes.

Les processus révolutionnaires en cours en Tunisie et en Egypte étaient passés par là et avaient donné le courage de résister à la répression.

Durant ces 6 derniers mois, la révolution s'est développée et en même temps, sous couvert d'une résolution de l'ONU, un mois plus tard, les pays membres de l'OTAN ont voulu s'approprier le processus en cours par une intervention militaire agressive. Le NPA a condamné cette intervention. Les soldats étaient dans une situation de combat jusqu'au bout, passé et présent, aux dictatures en place, même la nation sur une riche en ressources pétrolières et gazières.

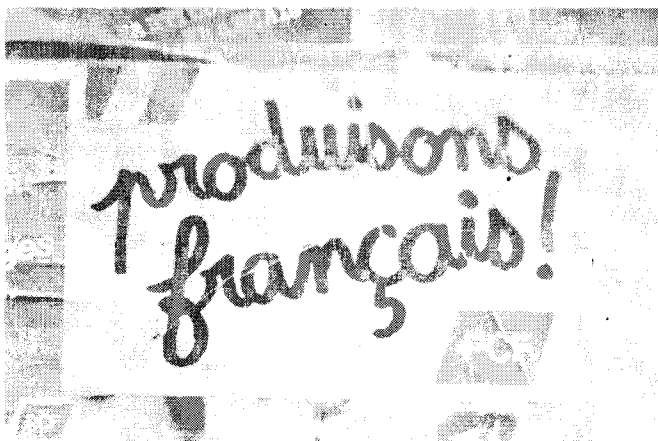
La chute de Kadhafi est une bonne nouvelle pour le peuple. Le NPA est entièrement solidaire du processus révolutionnaire qui continue dans la région arabe. Pour ce devenir le processus les peuples ont besoin de vaincre les deux visages de la contre-révolution, celui des dictatures à commencer par celle de Bachar al Assad en Syrie, et celui de la confiscation de leur destin par les puissances impérialistes.

C'est une nouvelle vie qui s'ouvre pour le peuple libyen. La liberté, les droits démocratiques, l'utilisation des richesses dues aux ressources naturelles pour la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple sont maintenant à l'ordre du jour.

frais de la classe ouvrière censée acheter avec les mêmes salaires des produits français plus chers que les pêches espagnoles ou les textiles chinois ou tunisiens. De plus, le protectionnisme provoque inévitablement des mesures de rétorsion de la part des pays dont les capitalistes sont lésés, avec les conséquences que l'on devine pour les travailleurs des entreprises exportatrices dont les marchés extérieurs sont soudain fermés par le protectionnisme adverse. Les travailleurs se retrouvent perdants sur les deux tableaux.

Mais surtout, au niveau de la conscience de classe, le protectionnisme **est un poison mortel pour la classe ouvrière** : en tournant les travailleurs vers la revendication que soient protégés les capitalistes qui les emploient, le protectionnisme signifie l'unité de la classe ouvrière avec sa propre bourgeoisie contre les rivaux capitalistes de celle-ci et contre les ouvriers de ces autres pays. Le protectionnisme est directement opposé à la lutte de classe contre sa propre bourgeoisie, et à l'unité internationale de la classe ouvrière, dont Marx disait déjà dans le *Manifeste du Parti communiste* : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie. [...] PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !* »

En obscurcissant la conscience des travailleurs, le protectionnisme est une barrière réactionnaire à la lutte révolutionnaire. Le PCF en avait fourni un exemple particulièrement grotesque à la fin des années 1970 en avançant le mot



Affiche protectionniste chauvine du PCF au début des années 1980



d'ordre « Produisons français ! » Il avait mis ce mot d'ordre en veilleuse après que le FN l'avait fait sien en précisant simplement « avec des Français ». Maintenant le PCF cite avec approbation dans *l'Humanité* (31 août) un de ses propres élus disant : « *Ikéa vend en France, il faut lui imposer de continuer à produire une partie de ses produits en France.* » Et peu lui importe le sort des ouvriers roumains mis en concurrence.

La LTF et ses sections sœurs du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands et de la Spartacist League/Britain ont produit en 2007 une déclaration internationale commune alors que la société Airbus publiait un plan de restructuration et de cession d'usines, nommé « Power 8 », et alors que chaque bureaucratie syndicale des pays concernés se mobilisait pour faire porter le poids des « sacrifices » sur les unités de production dans les autres pays. Nous écrivions (*le Bolchévik* n° 179, mars 2007) :

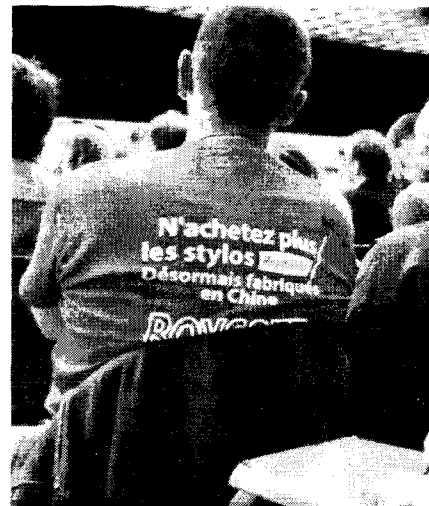
« Ce protectionnisme nationaliste est 100 % à l'opposé de la lutte de classe internationale qu'il faut mener en urgence contre "Power 8" et les nombreuses autres attaques des capitalistes. Le nationalisme est inhérent au système capitaliste, qui opère en dressant une classe capitaliste nationale contre une autre, créant constamment de nouvelles inégalités et de nouvelles crises. De l'autre côté, le caractère international de la classe ouvrière lui donne potentiellement une énorme supériorité sur la bourgeoisie, si la classe ouvrière coordonne, au-delà des divisions nationales et autres, les luttes interdépendantes des travailleurs dans divers pays. C'est exactement ce que les bureaucrates syndicaux refusent de faire, du fait de leur loyauté au système capitaliste basé sur l'exploitation d'une classe, le prolétariat, par une classe dirigeante minuscule mais fabuleusement riche, la bourgeoisie. A l'opposé, une stratégie lutte de classe veut dire mobiliser la puissance sociale des syndicats pour lutter pour satisfaire les besoins pressants des masses travailleuses et pauvres, **indépendamment** des intérêts de la bourgeoisie nationale et **contre eux.** »

Cela exige la lutte pour une direction révolutionnaire des syndicats et contre les organisations réformistes qui sont l'expression politique de la bureaucratie syndicale, du Parti socialiste au Parti communiste, au Parti de gauche (PG) et autres NPA ou Lutte ouvrière (LO).

En prévision des élections de 2012, le PS est maintenant agité par un débat sur quel protectionnisme contre quels concurrents. A Arnaud Montebourg, apôtre de la « démondialisation », le sénateur Henri Weber, lui-même en fait protectionniste, répond qu'il faut exiger « *le respect des principes de réciprocité* », contre « *toutes les formes de concurrence déloyale* », etc. (*Libération*, 18 juillet). C'est avec ce genre d'arguments que les impérialistes français et anglais, avec le soutien des sociaux-démocrates de la SFIO (le PS de l'époque) et du Parti travailliste, s'étaient lancés dans la guerre contre l'Allemagne en 1914, accusée de ne pas respecter les règles du jeu en inondant les marchés mondiaux de ses produits industriels (voir notamment l'ouvrage de Georges-Henri Soutou, *l'Or et le sang - Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*). Comme l'écrivait Lénine en 1915 :

« En quoi consiste l'essence **économique** de la "défense de la patrie" dans la guerre de 1914-1915 ? La réponse a déjà été fournie par le Manifeste de Bâle. La guerre est menée par **toutes** les grandes puissances à des fins de pillage, pour le partage du monde, pour les débouchés, pour l'asservissement des peuples. A la bourgeoisie, elle rapporte un accroissement des bénéfices. A la mince couche de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières, puis à la petite bourgeoisie (les intellectuels, etc.) qui s'est "jointe" au mouvement ouvrier, elle promet des

Jun 2008,  
réunion nationale  
des comités NPA.  
Pour le prolétariat,  
choisir le  
protectionnisme,  
c'est rejeter  
l'inter-  
nationalisme,  
s'opposer à la  
révolution.



Rouge

*miettes* de ces bénéfiques. La base économique du "social-chauvinisme" (ce terme est plus exact que celui de "social-patriotisme", qui enjolive la chose) est la même que celle de l'opportunisme : l'alliance de la couche insignifiante des "élites" du mouvement ouvrier avec "leur" bourgeoisie nationale **contre** la masse du prolétariat. L'alliance des **valets** de la bourgeoisie avec la bourgeoisie contre la **classe** exploitée par la bourgeoisie. Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme achevé. »

– « L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale »

## Le protectionnisme contre la Chine, campagne anticommuniste des sociaux-démocrates

Derrière sa version « soft » de protectionnisme, Henri Weber s'attaque dans son article à l'Etat ouvrier déformé chinois, exigeant qu'il ouvre le pays sans restriction à la pénétration des trusts capitalistes :

« Dans l'ordre défensif, il faut exiger le respect des principes de réciprocité et d'équilibre dans les échanges avec les pays développés et avec les "grands émergents". Si la Chine peut construire un tronçon de l'autoroute Berlin-Varsovie, il faut que les entreprises européennes puissent avoir accès de la même façon aux marchés publics chinois. Si la Chine exporte pour 282 milliards d'euros de marchandises en Europe, en 2010, il faut que les exportations de biens et de services des pays européens atteignent à peu près la même valeur, et non 130 milliards, comme c'est aujourd'hui le cas. »

Malgré une pénétration capitaliste significative, la Chine demeure un Etat ouvrier où le noyau de l'économie demeure collectivisé, et c'est d'ailleurs pour cela que l'économie chinoise continue d'afficher des taux de croissance élevés alors que le monde capitaliste se débat dans une crise de grande ampleur depuis plus de trois ans. Il ne suffit pas aux sociaux-démocrates et à leurs maîtres impérialistes que la bureaucratie stalinienne chinoise s'en soit prise au monopole du commerce extérieur, notamment avec l'entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) il y a dix ans, et que dans une certaine mesure elle fasse fonction de « *pourvoyeur de main-d'œuvre pour le capital impérialiste et pour les capitalistes chinois de l'extérieur* » (voir notre article « Les ouvrières et les contradictions de la Chine contemporaine » paru dans *Spartacist* édition française n° 39, été 2009) : les sociaux-démocrates veulent une contre-révolution capitaliste pure et simple, comme celle qui a détruit l'Union soviétique en 1991-1992 (voir notamment notre article en page 3 sur le « dissident » anticommuniste chinois Liu Xiaobo). Nous,

trotskystes, luttons pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution, et nous luttons pour une révolution politique prolétarienne qui remplace le régime de la bureaucratie stalinienne corrompue par un régime de démocratie prolétarienne basée sur des conseils ouvriers (soviets).

## Ecologie et républicanisme, les deux mamelles de la collaboration de classes chez Mélenchon

Pour les sociaux-démocrates, il s'agit d'avancer auprès de leur propre bourgeoisie des recommandations pour qu'elle gère son économie de façon qu'il puisse soi-disant en retomber quelques miettes pour la clientèle électorale de ces « lieutenants ouvriers du capital ». En liant ainsi les travailleurs à leurs propres exploités, les sociaux-démocrates président en réalité à la destruction des acquis ouvriers, peu importent les conseils qu'ils aient donnés à la bourgeoisie. D'ailleurs les mêmes qui, il y a dix ou quinze ans, étaient pour la « mondialisation » ou son reflet « de gauche », l'« altermondialisme », défendent le protectionnisme maintenant que les difficultés s'aggravent pour le capitalisme français. Si Weber veut utiliser l'Union européenne contre la Chine, Jean-Luc Mélenchon, le candidat désigné du PC et du PG pour les prochaines élections, lui, préconise plutôt l'inverse, c'est-à-dire de s'appuyer sur la Chine pour contrer l'étreinte étouffante de l'Allemagne, le principal rival impérialiste de l'impérialisme français, ainsi que des Etats-Unis.

Mélenchon représente là un courant croissant dans l'opinion bourgeoise qui était à fond pour le traité de Maastricht et l'Union européenne il y a dix ou vingt ans, et qui aujourd'hui s'en détourne. Mélenchon écrivait dans son manifeste de l'année dernière, *Qu'ils s'en aillent tous !* :

« Aux dirigeants allemands décomplexés devraient correspondre des dirigeants français dessillés. [...] Selon moi, la France du XXI<sup>e</sup> siècle doit avoir avec la Chine une coopération avancée. [...] Donc, la relation peut être plus équilibrée et stimulante qu'avec l'empire en déclin technique des Etats-Unis. Dans ces conditions, la France doit être la première à construire ce nouveau partenariat coopératif avec les Chinois. »

Mélenchon n'est pas moins anticommuniste que ses anciens camarades du PS ; il voit simplement la Chine un peu comme de Gaulle voyait l'URSS, dont l'existence permettait à l'impérialisme français en déclin de tenter encore de jouer aux premiers rôles en prétendant à une certaine autonomie à l'intérieur de l'OTAN face à ses rivaux impérialistes plus puissants.

Plus récemment, Mélenchon précisait ainsi les mesures protectionnistes qu'il supplie la bourgeoisie de mettre en place (interview à *l'Humanité*, 12-13-14 août) :

« La finance peut être dominée. Les marchandises aussi. Avec un système de visas sociaux et écologiques pour celles qui entrent dans l'UE, du jour au lendemain le paysage changerait. Le marché européen avec 450 millions de consommateurs est suffisant pour permettre les économies d'échelle nécessaires à une production à bon marché. »

Là encore c'est du protectionnisme bourgeois emballé sous une étiquette « sociale » et « écologique ». Comme l'écrivaient récemment nos camarades américains dans un article sur le changement climatique (*Workers Vanguard* n° 965, 24 septembre 2010) :

« L'écologie va de pair également avec le chauvinisme national, comme on peut le voir par exemple avec sa tendance au protectionnisme. Si les principales puissances étaient parve-

nues à un accord à Copenhague [lors du sommet international sur le climat], il en aurait probablement résulté davantage de protectionnisme. Comme le faisait remarquer Michael Levi dans *Foreign Affairs* (septembre-octobre 2009) : « *Le monde ne dispose de guère d'options pour faire appliquer les engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre, si ce n'est des sanctions commerciales punitives ou autres mesures peu excitantes de ce genre.* » Les réglementations environnementales servent en effet depuis longtemps de couverture à des barrières douanières, une pratique enracinée dans le règlement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le protectionnisme a souvent dans l'histoire alimenté des représailles commerciales agressives, qui ont tendance à se transformer en guerres pour de bon.

« Le président de la Commission européenne a menacé en 2009 d'augmenter les droits de douane sur les marchandises en provenance des USA et autres nations non signataires du protocole de Kyoto afin de protéger les entreprises européennes. [...] Dire que les travailleurs de chaque pays sont liés à leurs exploités par des « intérêts nationaux » communs est un mensonge qu'encourage le protectionnisme ; c'est du poison pour la solidarité de classe internationale. »

Mélenchon était secrétaire d'Etat dans le dernier gouvernement PS-PCF-Verts de Lionel Jospin, le social-démocrate qui s'était fait battre par Le Pen aux élections de 2002 après avoir proclamé « *mon programme n'est pas socialiste* ». Et Mélenchon ne fait pas mystère de sa disposition à prendre part à un nouveau gouvernement capitaliste « de gauche », du moment que le PS y met les formes sous un habillage qui ne soit pas trop « libéral ». Le collaborationnisme de classes de Mélenchon est à double entrée : d'une part le républicanisme de Jean Jaurès, c'est-à-dire la République française capitaliste et « laïque », et d'autre part la « *planification écologique* », soit la fable capitaliste que bourgeois et prolétaires auraient soi-disant des intérêts communs face aux déprédations capitalistes de la nature.

## La taxe Tobin, ou l'attrape-nigauds de Sarkozy-Besancenot

Comme d'habitude, le NPA d'Olivier Besancenot ne présente qu'une légère variante du protectionnisme de Mélenchon, colorée de certaines nuances de rose une demi-teinte plus foncée. Ainsi, l'économiste fétiche du NPA, Michel Husson, déclarait dans *Inprecor* (juillet-août-septembre), la revue internationale en français du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU) dont fait partie Olivier Besancenot :

« 1. On prend unilatéralement les « bonnes » mesures (par exemple la taxation des transactions financières) ;

« 2. On les assortit de mesures de protection (par exemple un contrôle des capitaux) ; [...] »

« Les mesures de rétorsion de toutes sortes doivent être anticipées au moyen de mesures qui, effectivement, font appel à l'arsenal protectionniste. Mais il ne s'agit pas de protectionnisme au sens habituel du terme, car ce protectionnisme protège une expérience de transformation sociale et non les intérêts des capitalistes d'un pays donné face à la concurrence des autres. C'est donc un protectionnisme d'extension, dont la logique est de disparaître à partir du moment où les « bonnes » mesures seraient généralisées. »

Ce que Husson fait surtout « *disparaître* », c'est bien sûr la révolution socialiste instaurant une dictature du prolétariat qui expropriera les capitalistes et luttera pour l'extension internationale de la révolution. Le NPA veut faire croire qu'on peut réformer à bon compte le capitalisme, et en faisant la promotion d'un « bon » protectionnisme il donne de la légitimité au protectionnisme du Front national. Quant à la

première « bonne » mesure envisagée, la taxation des transactions financières, ou « taxe Tobin », lesdits marchés financiers étaient en hausse à Paris et New York le 16 août, au lendemain de l'annonce par Sarkozy et Merkel qu'ils allaient unilatéralement la mettre en place.

Un autre économiste social-démocrate, Isaac Joshua, s'est lui aussi placé au chevet de la finance capitaliste mondiale dans les pages du même numéro d'*Inprecor*. Le bon docteur Joshua propose pour résumer de taxer les riches (un peu plus que Sarkozy) et nationaliser les banques menacées de faillite, c'est-à-dire encore une fois que les Etats capitalistes sauvent leur secteur financier (comme l'a fait Obama aux USA en nationalisant nombre de banques). A quoi le docteur ajoute le financement des dettes de ces Etats par la Banque centrale européenne (BCE). Pour ce financement, la BCE peut en fait faire marcher la planche à billets, ce qui revient à dévaluer l'euro et la valeur du capital allemand sur le marché international ; elle peut aussi aller sur les marchés obligataires en vendant des titres d'emprunt européens, les « eurobonds » – encore une fois garantis par la crédibilité de la signature allemande. François Sabado, porte-parole du SU, déclare de façon similaire dans *Inprecor* (mars-avril) : « *En Europe, la réponse à la crise n'est pas le protectionnisme nationaliste et la sortie de l'Euro.* »

Disons franchement à quoi reviennent leurs petits schémas : ils espèrent encore que les capitalistes allemands vont

payer. La dernière fois que l'impérialisme français est parvenu à extorquer le genre de sommes dont on parle ici à son rival allemand, c'était après l'effondrement militaire allemand en 1918 et le traité de Versailles. On doute que cette fois-ci le succès militaire de Sarkozy en Libye soit suffisant pour convaincre Mme Merkel de dire en dernier ressort autre chose que « *nein* » à ce genre de proposition.

Les réformistes se débattent pour donner une couverture présentable, voire « internationaliste », à leur grossier chauvinisme français qui a trouvé toute son expression dans leur soutien à Sarkozy en Libye. Il n'y a pas de solution « nationale » à la crise où s'enfoncé le capitalisme en ce moment même. Les forces productives ont dépassé depuis longtemps les frontières nationales, et pourtant les moyens de production restent entre les mains d'une classe peu nombreuse de capitalistes nationaux. Cette contradiction ne peut se résoudre en dernier ressort que par de nouvelles guerres impérialistes ou par la révolution ouvrière s'étendant aux autres pays. L'économie devra être réorganisée à une échelle internationale par un pouvoir prolétarien basé sur des conseils ouvriers (soviets) issus de la révolution socialiste. Nous luttons pour construire un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde se basant sur les leçons de nos prédécesseurs bolchéviques qui avaient dirigé la révolution d'Octobre en Russie en 1917. ***Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Pour une Quatrième Internationale reforgée !*** ■

## Lutte ouvrière et le protectionnisme

# Menaces de fermeture sur l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois

Lutte ouvrière, contrairement à ses concurrents sociaux-démocrates, est capable de déclarer que le protectionnisme est nocif. Elle l'a fait dans son document annuel de conférence (« *l'avenir démontrera de nouveau, de façon plus ou moins grave, qu'un retour au protectionnisme généralisé serait une catastrophe* » – *Lutte de classe*, décembre 2010-janvier 2011) et elle le fait parfois lors du Discours de Pentecôte de sa porte-parole au moment de sa fête annuelle : « *Les travailleurs n'ont rien à gagner à un éclatement de l'euro. Ce serait un recul. [...] Ce serait le retour du protectionnisme et un facteur d'aggravation de la crise* » (*Lutte Ouvrière*, fin mai 2010 – par contre, il n'y a rien dans le discours de cette année).

Il y a une raison bien matérielle au silence relatif de LO sur le protectionnisme : c'est l'ascension des militants de LO dans la bureaucratie syndicale réformiste. Ses militants occupent nombre de postes dirigeants dans les syndicats CGT des principales usines automobiles du pays, notamment à PSA-Aulnay (mais aussi à Renault-Flins, Toyota Onnaing-Valenciennes, etc.)

A peine quelques jours avant la fête annuelle de LO en juin dernier, la CGT de PSA-Aulnay révélait des documents secrets de la direction visant à fermer l'usine d'Aulnay ainsi que celles de Sevelnord près de Valenciennes et de Madrid en Espagne. Les capitalistes envisagent de transférer la production de certains véhicules d'Aulnay sur l'usine de Poissy en ajoutant des équipes de nuit ou de week-end pour réduire, à

production équivalente, la valeur du capital fixe investi en terrains et machines par rapport au capital variable (les salaires). Une autre manière de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, c'est de réduire les salaires soit en arrachant des concessions aux travailleurs des usines touchées, soit en réinvestissant les profits dans des usines à l'étranger où les salaires sont nettement moins élevés. C'est effectivement ce que prévoit PSA dans ses documents secrets, ce qu'ils appellent des pays « *low cost* » (à bas coûts de main-d'œuvre) : ils envisagent d'ouvrir une usine à la périphérie de l'UE, éventuellement en Turquie.

Il faut combattre les licenciements qui menacent dans ces usines. L'usine d'Aulnay est la plus grosse entreprise métallurgique du 9-3, un département à forte proportion d'ouvriers et d'immigrés où avait éclaté la révolte des banlieues en 2005. La classe ouvrière doit lutter pied à pied pour défendre ses acquis en revendiquant le partage du travail entre toutes les mains, avec réduction du temps de travail correspondant sans perte de salaire. Il faut lutter pour l'embauche en CDI de tous les intérimaires et autres contrats précaires, et pour des salaires égaux à travail égal – y compris dans les autres pays comme par exemple l'Espagne ; cela pose la nécessité d'une perspective internationaliste. Toutes ces attaques montrent combien sont réversibles toutes les concessions que la classe ouvrière peut arracher à l'ennemi bourgeois. En dernier ressort, il n'y a pas de solution pour les travailleurs sous le capitalisme : il faut le renverser par une révolution ouvrière.

## Lutte ouvrière offre les travailleurs de Madrid à Peugeot pour sauver sa base syndicale

Les secrets révélés par la CGT posaient d'emblée la question d'une propagande internationaliste face au piège transparent tendu par les patrons d'accepter la fermeture de Madrid pour sauver des emplois « français ». Les fascistes du FN y ont tout de suite vu une opportunité en essayant de tracter devant l'usine d'Aulnay le 27 juin ; cette racaille a heureusement été chassée sur-le-champ par les travailleurs, dont des militants de gauche de l'usine, mais LO est incapable de contrer *idéologiquement* l'offensive protectionniste car elle partage la vision étroite et chauvine de la bureaucratie syndicale.

Pour LO c'est la lutte économique qui par elle-même peut faire changer la conscience des travailleurs – ce qui est une justification pour s'adapter au niveau de conscience actuel au lieu de lutter avec intransigeance contre toutes les formes d'arriération, de chauvinisme et de nationalisme que distille constamment la bourgeoisie parmi les travailleurs, ce qui exige de forger un parti ouvrier *d'avant-garde*. Comme l'écrivait Lénine (*Que faire ?*) :

« *Tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, tout amoindrissement du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie [comme Lénine appelait encore les marxistes révolutionnaires] signifie par là même – qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien – un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers.* »

LO organisait spécialement un meeting à sa fête annuelle sur PSA-Aulnay. L'un de nos camarades est intervenu en disant notamment :

« J'interviens pour la Ligue trotskyste. Les travailleurs d'Aulnay nous connaissent puisque nous vendons régulièrement *le Bolchévik* devant l'usine. Pour lutter contre la menace de fermeture de l'usine il est fondamental pour les travailleurs d'avoir une perspective d'internationalisme prolétarien. Peu importe où les capitalistes réinvestissent leurs profits, il faut se battre pour une lutte de classe commune en défendant les emplois et les acquis des travailleurs dans tous les pays. Le protectionnisme est une option viable pour la bourgeoisie, mais c'est un poison mortel pour la classe ouvrière car il fait croire aux ouvriers que l'ennemi c'est leurs frères de classe des autres pays où sont délocalisées les usines [...] »

Un autre intervenant posait la question des contacts entre les syndicats PSA d'Aulnay et de Madrid. Philippe Julien, dirigeant de la CGT PSA-Aulnay et militant LO bien connu, a reconnu que « *le problème de la liaison se pose* », que la classe ouvrière est internationale et qu'il ne faut pas tomber dans les oppositions entre sites. Ceci dit, il ne pouvait qu'avouer qu'il n'y a « *pas de liens directs avec les syndicats espagnols* », mais que LO allait corriger cela dès la semaine suivante à l'occasion d'un comité de groupe européen, qui serait une occasion d'« *établir des liens* ».

Quelques jours plus tard, Jean-Pierre Mercier, un autre dirigeant de la CGT et de LO, se faisait interviewer justement lors de la réunion du Comité central d'entreprise du 23 juin, et à

nouveau la question de Madrid lui a été posée (voir sur <http://www.youtube.com/watch?v=ZvOdXm0vaX4> ; cette interview a même été mise en ligne sur le blog des élus LO de Bagnolet, parmi lesquels compte Mercier). En guise de « réponse », Mercier a déclaré que « *le sujet essentiel a été le site de PSA-Aulnay* » ! Pas étonnant qu'ils n'aient pas de « *liens directs* » avec Madrid ! Mercier a aussi souligné qu'il était scandaleux de dire que le travail ne rapportait pas assez en France – et il a rappelé les engagements pris par PSA lorsque le gouvernement Sarkozy lui avait prêté des milliards au début de la crise économique. L'année dernière, l'un de nos camarades était déjà intervenu là-dessus lors d'un forum de LO sur l'automobile à la fête de LO :

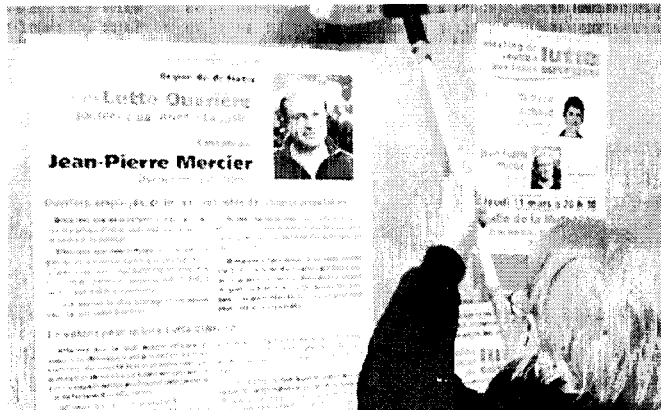
« Les directions syndicales partagent complètement la politique protectionniste qui vise à défendre les emplois pour les Français contre ceux pour les ouvriers d'autres pays. Ainsi, elles ont pris part aux états généraux de l'industrie française décrétés par Sarkozy qui promettait des milliards aux grosses entreprises françaises à condition qu'elles ne ferment pas d'usines en France mais seulement à l'étranger éventuellement. LO a écrit à l'époque plusieurs articles sur ces états généraux mais pas un seul ne s'est opposé à ce poison chauvin qui pénètre ainsi dans les consciences des ouvriers, en particulier de l'automobile. Si aujourd'hui LO critique Sarkozy sur les subventions faites aux entreprises françaises comme n'ayant aucun effet sur la sauvegarde des emplois en général, elle continue de ne pas dire un mot sur ces campagnes protectionnistes. En fait, c'est pour mieux défendre la politique de ses propres camarades dans les directions syndicales qui servent au final la politique de la bourgeoisie. »

Et maintenant, Jean-Pierre Mercier se revendique de l'accord entre Sarkozy et les capitalistes de l'automobile pour ne pas fermer d'usine *en France* ! Mercier déclarait ainsi le 23 juin :

« PSA s'était engagé à la main sur le cœur, au moment où il obtenait le prêt de trois milliards, à ne pas fermer de site en France. Alors la France d'en bas, ceux qui se lèvent tôt, comme disait le président de la République, est-ce que le gouvernement va laisser faire PSA pour fermer cette usine d'Aulnay-sous-Bois ? [...] Alors nous posons la question concrètement au gouvernement : est-ce qu'il va laisser faire PSA, ou est-ce qu'il va demander lui



Vigo (Galice), juillet : Piquet de grève à l'usine Denso de l'entreprise CIG, qui fabrique des climatiseurs pour PSA en Espagne.



Lutte de Classe

Jean-Pierre Mercier, délégué syndical central CGT de PSA-Aulnay, est aussi l'un des principaux porte-parole de Lutte ouvrière ; il était tête de liste pour l'Ile-de-France aux élections régionales de 2010.

aussi des engagements écrits de PSA pour qu'il s'engage à garantir l'ensemble des emplois et un nouveau véhicule sur le site d'Aulnay-sous-Bois ? »

La revendication avancée par Mercier était la répartition de la production entre les usines de Poissy, Mulhouse et Aulnay-sous-Bois, offrant implicitement en sacrifice aux capitalistes les travailleurs de Madrid (voir aussi l'article publié dans *Lutte Ouvrière* du 1<sup>er</sup> juillet) !

Ce genre de déclaration montre d'ailleurs tout le cynisme de Lutte ouvrière quand elle proclame que « faire croire que les gouvernements peuvent imposer au patronat la moindre politique en faveur de l'emploi serait ridicule si cela ne semait pas des illusions » (*Exposé du Cercle Léon Trotsky* n° 121, 15 octobre 2010, « Les syndicats hier et aujourd'hui »). Le gouvernement n'est en effet rien d'autre que le comité exécutif de la bourgeoisie. Mais précisément c'est LO qui fait croire ici que le gouvernement est susceptible d'imposer aux capitalistes des choix en faveur des travailleurs de PSA.

La CGT de PSA-Aulnay, fermement contrôlée par LO, est apparemment allée jusqu'à traîner devant les tribunaux capitalistes le syndicat SUD ! Il est criminel de faire appel à l'ennemi de classe, l'Etat bourgeois, pour traiter des querelles internes au mouvement ouvrier et cela ne peut résulter que dans l'affaiblissement général des organisations ouvrières face aux attaques capitalistes. La CGT a finalement annoncé fin

juin qu'elle retirait sa plainte au vu de la menace de fermeture de l'usine.

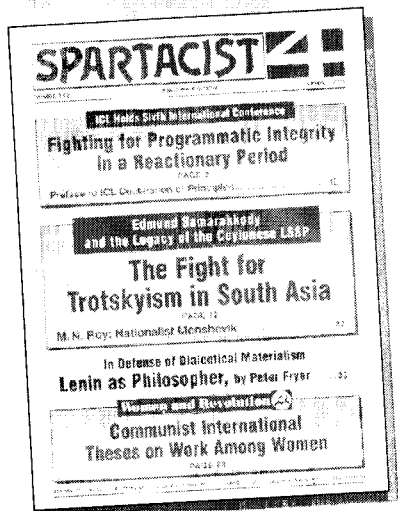
C'est le propre du *réformisme* de faire croire qu'il suffit de prendre l'appareil d'Etat bourgeois tel qu'il est et de s'en servir pour gérer l'économie selon les besoins des travailleurs. Comme l'a montré toute l'histoire de la lutte de classe depuis 150 ans (voir page 5 notre article sur la Commune de Paris) le prolétariat doit créer ses propres organes de pouvoir en s'appuyant sur ses propres milices ouvrières, détruisant l'Etat bourgeois.

Nous nous occuperons de gérer, ou plutôt de réorganiser de fond en comble, l'économie lorsque le prolétariat aura établi *son propre* pouvoir d'Etat. LO, elle, a approuvé Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, quand il a dit que « les représentants des salariés doivent intervenir sur les modalités de la création de richesses. Il s'agit d'influer sur les décisions, de contrôler leur exécution, de faire prendre en compte les exigences sociales ». LO ajoutait : « Les révolutionnaires que nous sommes pourraient presque signer cette phrase tant nous sommes convaincus que les travailleurs doivent se mêler de la marche de l'économie et contrôler à tous les niveaux les comptes et les décisions des entreprises » (*ibidem*). Leur seul regret, c'est que Thibault ne prenne pas au sérieux ses propres « phrases radicales » (!) et se contente de s'aligner derrière la bourgeoisie !

Le capitalisme lui-même est incapable de répondre à l'ensemble des besoins pressants de la classe ouvrière. Comme l'écrivait Trotsky dans le *Programme de transition* :

« Il ne s'agit pas du heurt "normal" d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

Cette perspective pose de façon urgente la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde, sachant être un tribun du peuple pour mobiliser la classe ouvrière et l'ensemble des opprimés derrière elle vers la prise du pouvoir. Nous luttons pour construire un tel parti. ■



**Spartacist**

édition anglaise  
n° 62

Printemps 2011

1,50 €  
(64 pages)

Commande à  
l'adresse du *Bolchévik*

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK**

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*  
Europe : 4,50 €    Hors Europe : 6 €  
Canada : 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L  
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10  
Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,  
Ontario M5W 1X6, Canada

## Grèce...

Suite de la page 1

survivent grâce aux soupes populaires.

Une vidéo montrant la violence gratuite des flics a provoqué une profonde indignation, tout comme une autre vidéo qui apportait la preuve de la collusion entre la police et des provocateurs cagoulés qui avaient infiltré les manifestations. La police n'arrêtait pas de tirer des salves de grenades lacrymogènes et de grenades assourdissantes, et elle a lancé des briques sur les manifestants. Au moins 38 personnes ont été arrêtées pendant cette manifestation où la violence était clairement du côté de la police. **Nous exigeons la levée de toutes les inculpations contre les anarchistes et les autres manifestants anti-austérité, y compris ceux qui ont été arrêtés pendant les précédentes grèves générales !**

Il est clair aux yeux de tout le monde que les ouvriers sont en train de se faire dépouiller pour payer les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables. La crise économique que subit la Grèce – une expression particulièrement violente de la crise capitaliste mondiale – s'est déclenchée au printemps 2010, quand les capitalistes de la finance mondiale ont pris peur que le gouvernement grec, endetté jusqu'au cou, cesse de payer les intérêts de ses emprunts, et ils ont commencé à se débarrasser de leurs bons du Trésor grec. La dégringolade du cours de ces bons menaçait les banques européennes, particulièrement en France et en Allemagne – les institutions financières internationales détiennent environ 340 milliards d'euros de dette grecque, publique et privée.

Pour tenter d'endiguer au moins temporairement la crise, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) se sont mis d'accord l'année dernière sur un « plan de sauvetage » de 110 milliards d'euros, à la condition qu'Athènes impose des mesures d'austérité draconiennes aux travailleurs grecs. Aux élections d'octobre 2009, le gouvernement de droite de la Nouvelle démocratie (ND) a été remplacé par celui du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), le parti populiste bourgeois de Georges Papandréou. La bourgeoisie escomptait que les masses accepteraient plus facilement des « sacrifices » si c'était le PASOK qui les demandait. Le gouvernement PASOK répond depuis un an à l'ultimatum de l'UE et du FMI par des hausses d'impôts et des coupes claires dans les salaires des travailleurs du secteur public et dans les retraites. Ces attaques frappent plus durement les plus pauvres dans cette société, y compris les travailleurs immigrés. De plus, en réponse aux exigences de l'UE et du FMI qui lui demandent de trouver de l'argent en privatisant toute une série d'entreprises nationalisées, le gouvernement grec s'est lancé dans ce que les journaux bourgeois appellent une « grande braderie », en mettant aux enchères aéroports, ports et actifs fonciers.

Les capitalistes européens ont peur que si la Grèce se trouve en cessation de paiement, cela risque de provoquer à brève échéance l'effondrement d'autres pays très fortement endettés, comme l'Irlande et le Portugal, qui ont déjà bénéficié d'aides de l'UE et du FMI, et aussi de l'Espagne, dont l'économie pèse davantage que celles de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal réunies. Effrayés par les effets potentiellement catastrophiques d'une telle contagion, l'UE et le FMI se sont mis d'accord en juin dernier, dans la précipitation, sur un deuxième « plan de sauvetage » pour la Grèce, avec à la clé 120 milliards d'euros supplémentaires. Et pourtant presque personne ne croit que ces plans ne feront autre



Reuters



KKE

**Manifestation le 28 juin à Athènes, pendant la grève générale de deux jours contre le plan d'austérité drastique décrété par le parlement. Encadré : une victime de l'attaque des flics contre les manifestants le lendemain.**

chose que de repousser à plus tard une cessation de paiement devenue inévitable.

Tout le monde peut voir que le sort de la classe ouvrière grecque, ainsi que d'une grande partie de la petite bourgeoisie de ce pays, ne fera qu'empirer en l'absence d'une solution radicale. Les travailleurs ont plus d'une fois démontré leur combativité. Mais les dirigeants du mouvement ouvrier, que ce soit les dirigeants pro-PASOK discrédités de la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) et de la Fédération des fonctionnaires (ADEDY), ou ceux du Parti communiste grec (KKE) et de son organisation syndicale PAME, au langage plus combatif, ont jusqu'à présent réussi à canaliser la colère des ouvriers vers une politique qui revient à se mobiliser pour faire pression sur le parlement. En fait, ils appellent les capitalistes grecs à tenir tête à leurs partenaires plus puissants en Allemagne et en France. Cette collaboration de classes nationaliste est une recette pour la démoralisation et la défaite.

Le prolétariat grec ne trouvera pas d'alliés parmi ses « propres » exploiters, mais parmi les ouvriers du reste de l'Europe et d'ailleurs. Un soulèvement prolétarien en Grèce pourrait provoquer une vague de luttes de classe dans toute l'Europe contre les attaques incessantes et toujours plus brutales des capitalistes visant les emplois, les prestations sociales et le niveau de vie de tous les ouvriers sur le continent. Un gouvernement ouvrier grec répudierait immédiatement la dette impérialiste. Un tel acte nécessiterait de faire directement appel au prolétariat, de l'Allemagne et la France à l'Espagne et au Portugal, pour défendre ses frères et sœurs de classe grecs contre les forces coalisées des bourgeoisies européennes.

Aussi longtemps que les travailleurs grecs seront mobilisés en priorité contre les diktats étrangers du FMI ou de l'UE, ils seront incapables de voir que s'opposer aux impérialistes est indissolublement lié au renversement de la bourgeoisie grecque. Le gouvernement grec n'est pas simplement un instrument des puissances impérialistes, européennes et autres, comme le laissent entendre certains mots d'ordre dans les manifestations à Athènes. C'est un instrument de la bourgeoisie grecque qui a toujours pour le profit exploité et réprimé la classe ouvrière et l'a obligée à se saigner aux quatre veines.

La question qui est objectivement posée, c'est qu'il faut renverser l'ordre capitaliste et instaurer le pouvoir ouvrier. Et pourtant il y a un fossé entre d'une part les besoins objectifs de la classe ouvrière et des opprimés de Grèce, et d'autre part le programme politique de leurs directions. Les grèves et manifestations à répétition sont conçues pour dissiper la colère des travailleurs, dont la combativité n'est de toute évidence pas à démontrer. Le problème, c'est que la classe ouvrière est prisonnière d'une direction qui accepte que le prolétariat doive subir sa part d'austérité pour « sauver » le capitalisme, tout en objectant à la trop grande sévérité des termes et conditions dictés par le FMI et la Banque centrale européenne (BCE).

Le programme de la bureaucratie syndicale – défini par ce qui est « réaliste » sous le capitalisme – a mené la classe ouvrière au désastre. Pour combler le fossé entre la conscience actuelle des travailleurs et la nécessité d'un gouvernement ouvrier basé sur des organes de pouvoir prolétarien, un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste doit avancer une série de revendications transitoires qui prennent comme point de départ les besoins immédiats des masses et conduisent à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et l'expropriation de la classe capitaliste rapace.

Pour lutter contre le chômage de masse, il faut exiger le partage du travail disponible, sans perte de salaire, et un programme de grands travaux publics. Pour défendre ne serait-ce que leur niveau de vie actuel – qui est déjà un des plus bas d'Europe –, les ouvriers doivent exiger l'indexation des salaires sur l'inflation. Pour dévoiler l'exploitation, le vol et les escroqueries des industriels et des banquiers, les ouvriers doivent exiger que les capitalistes ouvrent leurs livres de compte (les vrais). Au moment où les impérialistes exigent le démantèlement des entreprises d'Etat, le prolétariat doit lutter pour l'expropriation des biens de production appartenant à la classe capitaliste et l'instauration d'une économie planifiée, dans le cadre du pouvoir ouvrier, où la production sera basée sur les besoins de la société et non sur le profit.

## Il faut combattre le chauvinisme !

Dans toute l'Europe, la presse et les politiciens capitalistes ont attisé une frénésie de chauvinisme contre les Grecs, décrits comme des pique-assiettes ingrats et paresseux. L'année dernière, le journal de droite allemand *Bild* (27 octobre 2010) criait : « *Vendez vos îles, bande de Grecs en faillite [...] et aussi l'Acropole !* » Un éditorial récent du *Financial Times* de Londres (9 mai) proclamait : « *Il faut mettre un pistolet sur la tempe d'Athènes.* » Malgré tout le blabla à propos de renflouer la Grèce, le seul « renflouement » qui a lieu est celui des banques européennes. L'éditorialiste Martin Wolf faisait remarquer (*le Monde*, 28 juin) qu'« *il est beaucoup moins embarrassant de déclarer que l'on aide la Grèce alors qu'en réalité on aide ses propres banques.* »

Avec une arrogance chauvine, les impérialistes européens,



4 février : Merkel et Sarkozy dictent au Premier ministre grec Papandréou les conditions draconiennes du « plan de sauvetage ».

Allemagne en tête, cherchent à imposer à la Grèce, un Etat membre de l'UE, le genre de diktat qu'ils ont l'habitude de réserver aux pays néocoloniaux du tiers-monde. Le *Financial Times* (17 juin) rapporte que les représentants de la « troïka » FMI, BCE et Commission européenne exigent qu'on fasse venir des « *personnalités extérieures* » pour « *s'assurer que le programme de privatisation a bien lieu* », ajoutant : « *puisque la Grèce est apparemment incapable de collecter les impôts, des experts internationaux viendront aussi pour faire cela* ». Cet article expliquait aussi que des représentants du gouvernement finlandais insistaient que « *le patrimoine grec doit être transformé en actifs financiers afin de pouvoir être utilisé comme garantie. Si la Grèce se trouvait en cessation de paiement, les créanciers pourraient recevoir un aéroport ou un autre équipement.* »

L'attitude méprisante des impérialistes vis-à-vis de la souveraineté de la Grèce a en retour alimenté le chauvinisme en Grèce. Parmi les opposants de droite au plan de sauvetage de l'UE et du FMI, on trouve la Nouvelle démocratie, le principal parti d'opposition grec. La ND représente les intérêts des milieux d'affaires qui n'ont aucune intention de payer eux-mêmes les sommes exigées par les impérialistes, et qui craignent, comme le dit à sa façon l'éditorialiste économique de la BBC Paul Mason, « *un impôt comme ils n'en ont jamais imaginé, ni bien sûr payé* ». Cependant, la ND et le PASOK sont d'accord pour vouloir faire payer la facture de la crise économique du pays aux travailleurs grecs.

On a assisté ces derniers mois, au développement rapide d'un nouveau mouvement, les « citoyens indignés ». Les « indignés » se sont mis à la tête de mobilisations de masse devant le parlement, où proliféraient les drapeaux grecs, où l'on chantait l'hymne national grec et où l'on donnait libre cours à l'anti-américanisme et aux préjugés anti-allemands. Les manifestants agitaient des drapeaux européens avec une croix gammée au milieu – une manière de tirer un trait d'égalité entre « allemand » et « nazi » et d'invoquer le spectre de la Deuxième Guerre mondiale, quand la Grèce était occupée par l'impérialisme allemand (avant de subir les exactions de l'armée britannique).

En Espagne, le mouvement des indignés est né en réaction aux mesures d'austérité imposées par le gouvernement social-démocrate du Parti socialiste espagnol avant sa cuisante défaite lors des dernières élections. En Grèce, les indignés petits-bourgeois ont vu le jour dans un contexte où la bureaucratie syndicale se montrait totalement incapable de donner quelque perspective que ce soit aux luttes des masses

ouvrières. Les deux principales fédérations syndicales, la GSEE et l'ADEDY, représentant respectivement le secteur privé et le secteur public, sont contrôlées par le même PASOK qui impose les mesures d'austérité. Malgré l'adjectif « socialiste » de son nom et le fait que la gauche opportuniste le considère comme tel, le PASOK est un parti capitaliste.

De larges couches des classes moyennes qui pourraient se rassembler derrière un prolétariat insurgé luttant pour le pouvoir sont au contraire mobilisées par des mouvements profondément chauvins, anti-immigrés et anti-ouvriers. Affichant ouvertement leur hostilité envers les organisations de la classe ouvrière et de la gauche, les indignés se présentent comme un mouvement « pro-démocratie » de toutes les classes. Comme en Espagne, tous les partis politiques de gauche et les syndicats, ainsi que les banderoles et drapeaux rouges, ont initialement été interdits dans les manifestations en Grèce. Et il n'est pas surprenant qu'avec tout le zèle nationaliste déployé par les indignés, des groupuscules fascistes comme « Aurore dorée » aient pointé leur nez dans les manifestations.

Il y a une montée inquiétante des attaques racistes, et les immigrés qui vivent dans une misère effroyable sont le bouc émissaire de la catastrophe économique. Au début de cette année, des nervis fascistes ont agressé un quartier d'Athènes à forte population immigrée, tuant une personne et en blessant plusieurs. Fin 2010, Aurore dorée a obtenu 5 % des voix aux élections municipales à Athènes. D'après l'Institute of Race Relations de Londres, un militant d'Aurore dorée, Nikos Michaloliakos, accompagné de huit gardes du corps apparemment armés, a fait le salut nazi lors d'une réunion du conseil municipal d'Athènes en janvier dernier.

Les fascistes se sentent encouragés par la politique raciste du gouvernement. La frontière de la Grèce avec la Turquie est une des lignes de front de la « forteresse Europe », avec des patrouilles de l'UE dont le rôle est de refouler les immigrés. Le gouvernement grec a annoncé son intention d'installer le long de la frontière des clôtures de barbelés équipées de sonars et de détecteurs de chaleur. Le mouvement ouvrier doit lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immi-

grés et pour syndiquer tous les ouvriers étrangers. **Mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les provocations fascistes ! Il faut des milices ouvrières d'autodéfense multi-ethniques pour protéger les quartiers immigrés !**

## Le Parti communiste, visage de gauche du nationalisme grec

Le KKE stalinien adopte une posture militante d'opposition au gouvernement PASOK et présente son organisation syndicale PAME comme une alternative lutte de classe à ce qu'il appelle les syndicats « dirigés par les patrons et le gouvernement ». Mais les stalinien grecs ne représentent aucune alternative fondamentale aux trahisons des bureaucrates syndicaux de la GSEE et de l'ADEDY. Malgré un verbiage radical occasionnel, le KKE est hostile au programme de la révolution ouvrière pour renverser le capitalisme grec.

La faillite politique du KKE est évidente à l'égard des indignés. Dans un article de *Rizospastis* [Radical] du 5 juin, le KKE remarquait à juste titre que « les dirigeants "anonymes" du "mouvement des places", les citoyens "non partisans", "spontanés", "non politisés", semblent être politisés quand ils se déclarent "anti-gauche". » L'article rajoute qu'avec leurs mots d'ordre « dehors la gauche », « les partis, dehors » et « les syndicats, dehors », les indignés ne sont « pas si démocratiques que cela, ou, pour être plus précis, ils sont antidémocratiques ». Mais ce que le KKE ne peut pas critiquer, c'est le nationalisme virulent des indignés qu'il partage avec eux.

En effet, le KKE a fait de la défense de « la souveraineté nationale » une de ses spécialités, et il est particulièrement virulent quand il s'agit de défendre le nationalisme grec vis-à-vis de la Turquie, l'ennemi traditionnel de sa « propre » bourgeoisie. Par exemple, l'an dernier, Aleka Papatriza, la secrétaire générale du KKE, s'est plainte dans un discours que l'UE ne prenait pas en compte « nos droits à la souveraineté nationale » quand il s'agit d'étudier la candidature de la Turquie. Elle a ensuite dénoncé Papandréou pour avoir « tenté de se débarrasser du problème en divisant les îles de la mer Egée, ce qui aura un effet néfaste sur leur défense ». Le nationalisme est au sein du mouvement ouvrier le principal obstacle à la construction d'un parti ouvrier authentiquement révolutionnaire en Grèce.

Le KKE conserve la réputation d'un parti de militants qui se battent contre le capitalisme sur la base de la Résistance contre l'occupation nazie et de la guerre civile qui a fait rage ensuite de 1946 à 1949. Rien n'est plus faux. Après la Deuxième Guerre mondiale, le KKE, qui cherchait à appliquer son programme de collaboration de classes avec la bourgeoisie grecque, lui a rendu le pouvoir. La classe ouvrière, soutenue par la paysannerie, était la force décisive dans la résistance antinazie ; elle mena grèves et manifestations de masse dès la fin 1942 et jusqu'au retrait de l'armée allemande en 1944. Le pouvoir était à portée de la classe ouvrière, qui avait les armes à la main. Mais ses dirigeants, les traîtres du KKE, ont en fait applaudi l'arrivée de l'armée britannique en Grèce, et ont ainsi permis aux impérialistes de stabiliser la situation, de remettre en place la monarchie détestée et de massacrer les ouvriers.

Les stalinien grecs ont respecté les termes des accords secrets de Téhéran, aux termes desquels Staline garantissait aux impérialistes le « droit » de préserver le régime capitaliste en Europe de l'Ouest et en



Reuters

Dans le contexte de la montée d'un nationalisme virulent, la manifestation des « indignés », place Syntagma à Athènes le 12 juin, était constellée de drapeaux grecs.



Grèce. Désarmant politiquement le prolétariat, les staliniens allèrent jusqu'à participer à un gouvernement « national » de la bourgeoisie. En février 1945, ils signèrent les accords de Varkiza, qui désarmaient physiquement les forces de la résistance dirigées par le KKE au moment où l'armée britannique et la Garde nationale grecque s'apprêtaient à déclencher une vague de terreur contre les masses. C'est seulement en février 1946 que le KKE abandonna sa politique suicidaire et reprit la « lutte armée ». En octobre 1949, après une répression féroce, la guerre civile prit fin. Les militants du KKE avaient combattu avec héroïsme. Mais il va sans dire que le KKE n'a tiré aucune leçon des conséquences tragiques de sa trahison et qu'il continue d'appliquer son programme banqueroutier de subordination à la bourgeoisie grecque.

Ce que les trotskystes écrivaient à la fin de la Deuxième Guerre mondiale reste vrai quant au rôle des staliniens pendant la guerre civile :

« Les masses grecques débordaient de détermination révolutionnaire et voulaient préparer le renversement de tous leurs oppresseurs – nazis et grecs. Au lieu de doter le mouvement de masse d'un programme révolutionnaire semblable au programme bolchévique de 1917 et préparer les masses à la prise du pouvoir, les staliniens menèrent le mouvement dans l'impasse du front-populisme. Les staliniens, qui jouissaient d'une quasi-hégémonie sur le mouvement de masse, se joignirent à un ramassis de politiciens, d'avocats et de professeurs petits-bourgeois qui n'avaient aucune base parmi les masses ni d'influence sur elles et s'efforcèrent artificiellement de fixer comme limite à la lutte le combat pour la démocratie capitaliste. »

– « La guerre civile en Grèce », *Fourth International*, février 1945

Les réformistes sociaux-démocrates grecs – comme le Parti ouvrier socialiste (SEK), affilié au SWP britannique [dont les militants en France, ex-Socialisme par en bas, sont enfouis dans le Nouveau parti anticapitaliste (NPA)] et Xekinima, affilié au CIO (Comité pour une internationale ouvrière) [dont les militants en France de la Gauche révolutionnaire sont regroupés autour du journal *l'Égalité*, eux aussi dans le NPA] – se situent à droite du KKE avec leur soutien enthousiaste aux indignés anti-ouvriers et anticommunistes. Par exemple, Xekinima appelle à « étendre le mouvement à tous les lieux de travail, les quartiers ouvriers et la jeunesse » ([socialistworld.net](http://socialistworld.net), 27 juin). La notion de démocratie (comme si elle n'avait pas un caractère de classe) dont ces groupes font la promotion est depuis longtemps un mot de code anti-communiste qui signifie en fait le soutien à l'ordre bourgeois. Ainsi, tant le SEK que Xekinima ont soutenu la restauration capitaliste dans l'ex-Union soviétique en 1991-1992, et applaudi les forces contre-révolutionnaires comme Solidarność en Pologne et les « démocrates » russes de Boris Eltsine.

## Pour la révolution ouvrière !

Le Groupe trotskyste de Grèce (TOE) lutte pour forger un parti léniniste-trotskyste capable de prendre la direction de la classe ouvrière pour la conduire au pouvoir. Cela signifie principalement faire rompre les ouvriers avec le nationalisme et les gagner à une perspective internationaliste révolutionnaire. Pendant la première phase de la crise actuelle, le TOE a publié un tract (28 avril 2010) qui s'opposait au nationalisme grec omniprésent qui « empoisonne la conscience de classe ». Toute lutte efficace contre les attaques des patrons doit prendre comme point de départ que les travailleurs n'ont pas de patrie tant qu'ils ne se seront pas emparés du pouvoir là où

ils se trouvent. Nos camarades insistaient : « *Ce qu'il faut, c'est la solidarité ouvrière internationale contre le capital, dans toute l'Union européenne* » (voir « A bas le "programme de stabilité" du gouvernement PASOK ! », *le Bolchévik* n° 192, juin 2010).

La crise financière grecque a exacerbé les antagonismes nationaux en Europe, comme l'ont révélé les prises de bec diplomatiques entre la France et l'Allemagne. La chancelière allemande Angela Merkel, impopulaire au plan national et dont la majorité au Bundestag (parlement) se réduit à vue d'œil, s'est heurtée avec des responsables français et de la BCE sur la question de savoir si les banquiers doivent accepter quelques pertes. Sous la pression du FMI, Merkel a accepté un nouveau plan de sauvetage, et les banques françaises ont proposé d'étaler le remboursement de la dette grecque sur 30 ans. Quelles que soient les divisions qui peuvent exister au sein des milieux bourgeois en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et plus généralement en Europe quant aux moyens de traiter la situation financière catastrophique de la Grèce, chaque gouvernement est déterminé à faire payer aux travailleurs la crise provoquée par le système capitaliste lui-même.

L'UE est un bloc commercial impérialiste basé sur un pacte entre les bourgeoisies allemande et française pour accroître l'exploitation de leur classe ouvrière respective et pour favoriser leurs intérêts contre leurs rivaux impérialistes ainsi que contre les Etats européens plus petits. En même temps, l'UE est une construction fragile qui aggrave les antagonismes nationaux et alimente le chauvinisme.

En tant que marxistes, nous sommes implacablement opposés à l'UE du point de vue de l'internationalisme prolétarien. Les camarades de notre section allemande, le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (SpAD), ont publié l'année dernière un article intitulé « Solidarité avec les travailleurs grecs ! Pour la lutte de classe contre les capitalistes allemands ! » (voir *le Bolchévik* n° 193, septembre 2010) qui faisait remarquer :

« La campagne chauvine contre la Grèce est menée pour empêcher la classe ouvrière allemande d'avoir l'idée d'imputer la responsabilité de la crise au système capitaliste et à son gouvernement. Le mouvement ouvrier allemand doit se mobiliser en solidarité avec les travailleurs grecs et avec toutes les autres victimes des impérialistes de l'UE – après tout, ils vont être confrontés dans un avenir proche à des attaques similaires. La chasse aux sorcières contre la Grèce vise aussi à diviser et à affaiblir une classe ouvrière allemande multiethnique. »

Aujourd'hui, malgré le fait que la classe ouvrière grecque se fait implacablement saigner, le pays reste enlisé dans une profonde récession. Les capitalistes en faillite ne veulent manifestement jeter aucune miette pour calmer la colère des ouvriers. Tant qu'il ne s'agira pas d'une lutte pour le pouvoir prolétarien, les luttes ouvrières continueront d'aboutir à une impasse. Les travailleurs grecs doivent s'orienter vers une lutte de classe commune avec leurs frères et sœurs de classe – de la Turquie à l'Allemagne et au reste du monde.

Comme l'écrivait le TOE dans son tract : « *Ce qu'il faut, c'est une révolution socialiste pour renverser l'Etat capitaliste et le remplacer par un Etat ouvrier qui jettera les bases de la construction d'une société socialiste. Pour cela, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire – un parti comme celui des bolchéviks de Lénine et Trotsky, qui luttera pour un gouvernement ouvrier. Le TOE, section sympathisante de la LCI, cherche à construire ce parti* » [souligné par nous].

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 983, 8 juillet

## Colonna...

Suite de la page 2

cette surveillance dans le dossier de l'instruction, c'est, comme l'ont reconnu deux flics haut placés lors de la commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement de la police en Corse, parce qu'il n'y avait eu aucun comportement ni contact suspect impliquant Colonna et qu'il avait simplement des relations amicales avec certains membres du commando.

Comme l'a écrit le CDDS dans une lettre de protestation au garde des Sceaux de l'époque, Rachida Dati, suite au premier procès truqué de Colonna en décembre 2007 :

« Nous n'avons aucune illusion dans "l'impartialité" du système judiciaire, qui est un instrument répressif au service de la classe possédante. Et la Cour d'assises spéciale sans jury instituée pour juger les accusés de crimes "en rapport avec une entreprise terroriste" n'est que la forme la plus grossière de cette injustice bourgeoise. Ce tribunal d'exception, héritier direct de la tristement célèbre Cour de sûreté de l'Etat et des "sections spéciales" du régime de Vichy, menace tous ceux qui sont perçus comme des ennemis à abattre de la bourgeoisie française et de ses gouvernements – qu'il s'agisse de militants nationalistes, de minorités ethniques ou religieuses en révolte ou d'organisations du mouvement ouvrier. »

### « J'ai des convictions que je n'ai jamais cachées, cela ne fait pas pour autant de moi un assassin » (déclaration finale de Colonna lors de son procès le 20 juin)

Il ne fait en effet aucun doute que les convictions politiques nationalistes de Colonna et son opposition intransigeante à l'oppression nationale du peuple corse par l'impérialisme français, sont au cœur de sa condamnation. Dans leur « motivation » en quatre pages du maintien en prison de Colonna, les neuf magistrats du jury déclarent : « *Yvan COLONNA, qui n'a jamais contesté ses convictions nationalistes, faisait, à l'évidence, partie de ce groupe.* » Sa soi-disant participation au « commando Erignac » est la clé de voûte de l'accusation du procureur qu'il a tué le préfet. Et la preuve de sa « proximité dans le combat politique » avec Pierre Alessandri et Alain Ferrandi, qui croupissent toujours en prison pour leur rôle dans le meurtre d'Erignac, repose sur « *la dénonciation anonyme, même infondée, dont tous trois ont fait l'objet, en 1994, à l'occasion de la tentative d'assassinat de Pierre POGGIOLI* » ainsi que sur le fait que ces trois amis avaient séjourné ensemble à Paris en 1998, séjour qualifié en « *une preuve supplémentaire de leur lutte commune* » ! Voilà le système de la « justice » française dans toute sa nudité, où un homme pourrit en prison sur la base d'un tuyau « anonyme » et d'un séjour à Paris avec des amis.

Nous condamnons de même la chasse aux sorcières contre d'autres militants nationalistes, y compris Aurore Martin, une citoyenne française poursuivie uniquement pour son soutien et sa sympathie pour Batasuna, un parti légal en France. Elle est menacée d'arrestation et d'extradition vers l'Espagne où elle est assurée de faire des années de prison (voir notre article dans *le Bolchévick* n° 195, mars). Bas les pattes devant Aurore Martin !

Pour notre part, nous soutenons la juste lutte du peuple corse et du peuple basque contre l'Etat bourgeois français oppresseur, et nous sommes pour leur droit d'autodétermination, y compris le droit de se séparer de l'« hexagone » (et de l'Espagne pour les Basques de l'autre côté des Pyrénées) s'ils le désirent. De même, nous exigeons le droit d'autodétermination pour les colonies françaises d'outre-mer, des Antilles à

la Nouvelle-Calédonie, ainsi que le retrait des troupes françaises du Pacifique et de ses néocolonies en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Nous luttons pour éliminer toutes les formes d'oppression nationale dans le cadre d'une perspective prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste. Nous sommes opposés à la vision et au programme nationalistes, qui ambitionnent au fond de consolider un cadre national de *régime capitaliste*. Aux yeux des nationalistes petits-bourgeois, la nation dominante tout entière est considérée comme l'ennemi. Une telle perspective conduit toujours à des actes de violence indiscriminée contre les travailleurs de la nation dominante. La clé pour une libération nationale authentique se trouve dans la nécessité de forger l'unité de classe entre les travailleurs en lutte contre leur ennemi commun : les classes capitalistes de toutes les nations.

Les sociaux-démocrates et la gauche réformiste ont fait de bien rares déclarations (sans parler d'actions) en défense de Colonna. Cela va de pair avec le chauvinisme anti-corse, sous couvert de « valeurs républicaines », dont est imprégné le capitalisme français, et qu'alimente notamment le PCF contre le nationalisme corse. Il devrait être évident que si l'Etat français peut en toute impunité monter une machination judiciaire aussi grossière contre quelqu'un pour la seule raison qu'il est considéré comme un opposant politique de l'Etat capitaliste français, cela facilitera encore davantage les vendettas politiques et la persécution policière des jeunes de banlieue et des syndicalistes combattifs – sans parler des révolutionnaires communistes. La cible des mesures répressives de l'Etat est en dernier ressort la classe ouvrière multiraciale, qui seule a la puissance sociale et l'intérêt pour détruire le régime de domination capitaliste et le remplacer par un Etat ouvrier. C'est pourquoi la lutte pour libérer Colonna et pour combattre toutes les formes de la terreur d'Etat est dans l'intérêt vital du mouvement ouvrier français. Nous luttons pour construire un parti bolchévique expliquant à tous et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat et préparant celui-ci à prendre la tête de tous les opprimés dans la lutte pour une révolution socialiste.

Nous disons : A bas la répression croissante contre les indépendantistes ! Bas les pattes devant Aurore Martin ! Pour la libération immédiate d'Yvan Colonna et de tous les militants nationalistes corses emprisonnés, y compris les membres du « commando Erignac » ! ■

### Pour contacter la Ligue trotskyste

Paris

Le Bolchévick

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

LTF, Centre 316,

82 rue Jeanne D'Arc

76003 Rouen

Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : [ltfparis@hotmail.fr](mailto:ltfparis@hotmail.fr)

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A

Toronto ON M5W 1X8

Tél. : (416) 593-4138

e-mail : [spartcan@on.aibn.com](mailto:spartcan@on.aibn.com)

## Angleterre...

Suite de la page 32

n'est digne de recevoir ni éducation ni formation et ne mérite que la répression. David Cameron, le Premier Ministre conservateur (Tory), cherchant à nier que la cause des émeutes est à chercher dans les difficultés économiques profondes exacerbées par les féroces coupes budgétaires décrétées par son gouvernement, a martelé que les émeutes étaient dues à un « *effondrement moral* » et à de la « *criminalité pure et simple* », et n'avaient « *rien à voir avec la pauvreté* ». S'engageant à pourchasser et à emprisonner les « suspects », Cameron en a profité pour renforcer massivement les pouvoirs répressifs de l'Etat. De vastes rafles policières ont abouti jusqu'à présent à l'arrestation de 2 000 personnes sous divers prétextes, à partir d'informations glanées sur les réseaux sociaux d'Internet et par les caméras de surveillance (et bien sûr par des écoutes téléphoniques). Les informations télévisées ont montré d'innombrables images de bandes de flics enfonçant sauvagement les portes des immeubles pour arrêter des « suspects ».

La police, jetant aux orties toute prétention à « respecter les droits des citoyens », met les suspects en examen avant d'avoir rassemblé des preuves et s'oppose à la libération sous caution de la majorité des prisonniers. Des infractions mineures, qui normalement donneraient lieu à un simple « rappel à la loi » et ne devraient même pas aller jusqu'au tribunal correctionnel, sont renvoyées devant les « tribunaux de la Couronne » pouvant infliger des peines plus lourdes. L'immense majorité des personnes arrêtées sont condamnées à de la prison ferme, quel que soit le délit dont ils sont accusés ou leur casier judiciaire. Cette politique d'incarcération systématique va accroître considérablement le nombre de personnes ayant un casier judiciaire, ce qui pour beaucoup de jeunes, quand ils sont noirs ou asiatiques, est suffisant pour les empêcher à jamais de trouver un travail.

Les mesures draconiennes qui sont mises en place à la suite des émeutes constituent une escalade par rapport à la répression déjà sévère qu'avaient subie l'année dernière les étudiants qui manifestaient contre les coupes budgétaires dans l'enseignement. Le message du pouvoir capitaliste à la classe ouvrière et aux opprimés est clair : acceptez gentiment les attaques incessantes contre l'emploi et le niveau de vie, sinon gare à vous ! Il est dans l'intérêt direct de la classe ouvrière, notamment des syndicats, de s'opposer à ces mesures dignes d'un Etat policier et d'exiger l'abandon de toutes les poursuites contre ceux qui ont été arrêtés. **Libération immédiate de tous ceux qui ont été arrêtés et emprisonnés pour « pillage » !**

Des politiciens connus appellent à faire usage de balles en caoutchouc et autres armes que l'Etat britannique a utilisées historiquement contre les catholiques opprimés d'Irlande du Nord. La même classe capitaliste qui sévit brutalement ici contre toute dissidence et toute opposition impose son joug impérialiste à l'étranger. Sous le gouvernement travailliste, les forces armées impérialistes britanniques étaient en première ligne lors de l'occupation néocoloniale sanglante de l'Afghanistan et de l'Irak. Sous le gouvernement conservateur-libéral actuel, l'impérialisme britannique joue un rôle déterminant dans la campagne de bombardements terroristes de l'OTAN contre la Libye riche en pétrole. Le ministre adjoint aux Affaires étrangères de Kadhafi ironisait sur l'af-

firmation mensongère de Cameron que les bombes de l'OTAN « protègent les civils » et défendent la « démocratie », et l'enjoignait de démissionner car « *la violente répression policière contre des manifestants pacifiques* » montre que « *Cameron et son gouvernement ont perdu toute légitimité* » (*Daily Telegraph*, 11 août). Dès le début des bombardements, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) a publié une déclaration [reproduite dans *le Bolchéviek* n° 196, juin] appelant les travailleurs du monde entier à prendre position pour la défense militaire du pays semi-colonial qu'est la Libye contre l'attaque impérialiste.

Les flammes qui ont embrasé les villes anglaises ont jeté une lumière crue sur les inégalités de classe et l'oppression raciste terribles qui sont inhérentes au capitalisme britannique. Les porte-parole conservateurs et travaillistes vénaux peuvent toujours s'égosiller contre les « pillages », tout le monde sait que ce sont les capitalistes qui sont coupables de piller les richesses de ce pays. La City de Londres est une citadelle internationale du capital financier. Ses tours de bureaux en verre représentent l'opulence créée par l'exploitation impitoyable des travailleurs. Non loin de la City se trouvent certains des quartiers les plus pauvres de Londres, où est concentrée une forte proportion de gens appartenant aux minorités ethniques. Quand la croissance s'est transformée en récession, les banques ont bénéficié d'un plan de sauvetage (et les énormes primes des banquiers ont été protégées) dont le coût a été énorme pour les contribuables. A l'instigation de Cameron, les conseils municipaux ont maintenant commencé à expulser des logements sociaux les familles d'« émeutiers », tandis que Iain Duncan Smith, ministre du Travail et des Retraites, a proposé de supprimer les prestations sociales aux personnes condamnées.

### « Il n'y a rien pour nous ici »

Si les émeutes se sont étendues d'une façon si spectaculaire, c'est parce que, après des décennies de misère qui touchent les Blancs comme les Noirs et les Asiatiques, les travailleurs se font maintenant dépouiller pour payer la crise économique. Près d'un million de jeunes de 16 à 24 ans sont au chômage. Le chômage des jeunes a dans l'ensemble augmenté de près de 20 %, et de 50 % pour les jeunes Noirs. Selon les statistiques officielles des quartiers touchés par les émeutes, comme Hackney ou plus largement East London, 44 % des enfants y vivent dans la pauvreté.



Sud de Londres, 6 août : les flics multiplient les arrestations tandis que la révolte s'étend dans les quartiers pauvres de la ville.

Un nombre croissant de jeunes sont exclus de la vie économique productive ; on les appelle les Neets (« ni salarié, ni étudiant, ni en formation »). Le gouvernement a triplé les droits d'inscription dans l'enseignement supérieur et supprimé les bourses de maintien dans le système éducatif, une petite subvention qui permettait à des jeunes de familles modestes d'aller à l'université, ce qui avait provoqué des manifestations étudiantes combattives en décembre dernier. Le conseil municipal de Haringey (dont dépend le quartier de Tottenham), confronté à une réduction de 75 % de son budget, a fermé la plupart de ses maisons de jeunes. Comme l'expliquait un jeune : « *Au moins on avait quelque part où aller. Maintenant on marche dans la rue, on se fait arrêter par la police. Il n'y a rien pour nous ici* » (Guardian de Londres, 29 juillet).

## Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes !

Quand on jette un œil sur le système de la « justice » britannique aujourd'hui, on n'a pas besoin d'être marxiste pour voir quelle classe il sert. Personne ne s'est fait arrêter dans la Police métropolitaine – qui est vraiment l'une des bandes armées les plus dangereuses de Londres – alors qu'ont paru des révélations d'après lesquelles la bande de Rupert Murdoch et Cie lui avait donné de fortes sommes en espèces, dans des sacs en plastique. Les politiciens conservateurs et travaillistes, qui sont intimement liés à ces bandes, dénoncent à cor et à cri le comportement « criminel » de ceux qui se sont emparés d'une paire de baskets ou d'une bouteille d'eau. Comme cette hypocrisie leur va bien, après le scandale récent où des députés faisaient payer par le contribuable l'entretien de leur résidence secondaire, quand ce n'était pas l'aménagement d'une « île aux canards » ou le curage des douves de leur château de campagne !

Les personnes accusées d'avoir été mêlées aux « émeutes » sont jetées en prison pour des motifs d'inculpation ridiculement insignifiants. Deux jeunes Blancs ont été condamnés à quatre ans de prison pour avoir proposé, pour rire, à des amis sur Facebook de participer à une « émeute » qui n'a jamais eu lieu. A Brixton, un quartier noir du sud de Londres, quelqu'un a pris six mois pour avoir volé la valeur de 3,5 livres (4 €) en bouteilles d'eau. A Manchester, un alcoolique qui venait juste de sortir de prison et n'avait que 4 livres en poche, a pris 16 mois pour avoir emporté une boîte de beignets de chez Krispy Kreme. La vérité, c'est que dans des quartiers pauvres comme Tottenham, il n'y a pas grand-chose à voler.

Le parti pris de classe flagrant de la « justice » capitaliste britannique d'aujourd'hui rappelle le poème anglais contre l'« enclosure » (délimitation par des clôtures, c'est-à-dire le vol) des terres communales qui étaient privatisées par la bourgeoisie montante :

« On va pendre l'homme, on va fouetter la femme  
Qui volent une oie sur les terres communales,  
Mais on laisse libres les coquins plus infâmes  
Qui dérobent à l'oie les terres communales. »

Ou encore, comme Friedrich Engels, auteur avec Karl Marx du *Manifeste du Parti communiste*, l'écrivait dans son ouvrage de 1845 *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, la plupart des délits contre la propriété proviennent d'une forme ou d'une autre de pénurie, car « *ce qu'on possède, on ne le vole pas* ». Les masses sont poussées à l'émeute par les conditions de vie de plus en plus abjectes qu'elles subissent ; dans ces conditions, la Spartaciste



Orbis

Derry, 1972 : rafle de « suspects » dans le cadre de la répression menée par les troupes britanniques d'occupation contre la minorité catholique en Irlande du Nord.

League/Britain (SL/B) propose une mesure immédiate : que le gouvernement **donne aux « pillards » 10 000 livres chacun et les laisse repartir !**

Mais l'émeute ne peut rien pour éliminer la misère de la classe ouvrière de Grande-Bretagne. En 1992, la ville de Los Angeles avait explosé suite à l'acquiescement des flics qui avaient tabassé presque à mort Rodney King, un automobiliste noir. La Spartacist League/U.S. avait alors écrit que le pillage était « *bien compréhensible, mais cela ne servira à rien pour éliminer la pauvreté enracinée dans les centres urbains des Etats-Unis [...]. La question n'est pas de mettre la main sur des articles de consommation, mais d'exproprier les moyens de production. Et cela exige un saut dans le niveau de conscience et d'organisation afin d'en finir avec l'ordre capitaliste* » (*Workers Vanguard* n° 551, 15 mai 1992).

Le Socialist Workers Party (SWP), partisan de feu Tony Cliff, tire sans craindre le ridicule un trait d'égalité entre le pillage et l'expropriation des moyens de production – c'est-à-dire la saisie et la collectivisation par le prolétariat de l'industrie, des banques, etc. Le SWP écrit : « *Karl Marx avait absolument raison quand il parlait de l'expropriation des expropriateurs, de reprendre ce qu'ils nous ont pris. C'est cela que représente le pillage par les travailleurs pauvres, et en ce sens il s'agit d'une action profondément politique* » (*Socialist Worker*, 13 août). Le SWP pense que le pillage offre une solution à la misère, au racisme et à l'oppression qui pèsent sur les communautés noire et asiatique ; cela montre qu'il est capable d'applaudir sans réfléchir tout ce qui bouge, même si c'est à des années-lumière d'un niveau de conscience socialiste. Mais au fond, la ligne de ces réformistes c'est de redorer le blason du Parti travailliste, ce qu'ils font en lançant des appels comme « *Emprisonnez les Tories [la droite], pas les jeunes* » (*Socialist Worker*, 20 août) et en saluant ce qu'ils appellent un « *soulèvement contre la Grande-Bretagne Tory* » (*Socialist Worker*, 13 août).

Les émeutes sont une expression de désespoir, et elles comprennent souvent des incidents abominables où des personnes sont victimes d'agressions indiscriminées. La mort de trois jeunes Asiatiques à Birmingham, écrasés délibérément par une voiture, est un crime odieux. Les tensions raciales entre Noirs et Asiatiques pendant les émeutes étaient une conséquence du « *diviser pour régner* » qu'appliquent les dirigeants britanniques pour diviser le prolétariat et affaiblir

ses luttes, comme ils l'ont fait dans le passé pour préserver leur empire. Tariq Jahan, le père de l'une des victimes, a essayé de dissiper ces tensions en appelant avec courage au calme et en déclarant : « *J'ai perdu mon fils. Noirs, Asiatiques, Blancs, nous vivons tous dans la même communauté.* » Il ajoutait : « *Allez-y si vous voulez perdre vos fils. Sinon, calmez-vous et rentrez chez vous, je vous en supplie.* »

Il est nécessaire et urgent que la classe ouvrière et les opprimés luttent contre les attaques incessantes visant leurs conditions d'existence. La question, c'est comment. La profonde crise économique actuelle fait partie intégrante du fonctionnement normal du système capitaliste. La misère, la pauvreté et la répression que subit la vaste majorité de la population n'auront pas de fin à moins qu'une révolution ne renverse l'ordre capitaliste et que la classe ouvrière instaure son propre pouvoir. La SL/B travaille à forger un parti ouvrier révolutionnaire multiracial, un parti léniniste-trotskyiste, basé sur le programme de la révolution socialiste internationale.

### **Mobilisons la puissance sociale de la classe ouvrière !**

La Grande-Bretagne est le dernier pays d'Europe à connaître une agitation sociale de masse reflétant l'exaspération de la classe ouvrière contre les attaques incessantes visant ses conditions d'existence. C'est ainsi qu'en Grèce, tout particulièrement, la classe ouvrière a mené ces dernières années de grandes batailles de classe, dont plusieurs grèves générales, mais l'impact de ces luttes a été émoussé par les dirigeants traîtres de la classe ouvrière qui acceptent la nécessité de l'austérité comme solution à la crise économique. En Grande-Bretagne, le fait que la colère accumulée envers les attaques du gouvernement contre la classe ouvrière se dissipe dans une explosion d'émeutes montre le bas niveau de la lutte de classe dans ce pays depuis plus de 20 ans. Cela vient en bonne partie de ce que la bureaucratie syndicale n'a organisé aucune lutte efficace contre l'austérité et les licenciements, ce qui a permis aux capitalistes d'imposer leurs diktats aux travailleurs.

En Grande-Bretagne, l'implantation syndicale est aujourd'hui concentrée parmi les travailleurs mal payés du secteur public, où les minorités sont fortement représentées. La base des syndicats de cheminots dans le métro londonien et les réseaux ferroviaires nationaux, ainsi que celle des syndicats des fonctionnaires et des postiers, est multiethnique. Ensemble, ces syndicats ont une puissance sociale considérable. Les travailleurs des transports de Londres, par exemple, ont la capacité de paralyser la ville, y compris son précieux quartier financier. Mais pour mobiliser cette puissance, il faut une lutte politique contre la bureaucratie syndicale réformiste, qui est liée au Parti travailliste et à l'ordre capitaliste raciste.

C'est grâce à l'intervention des marxistes dans les luttes de classe et les luttes sociales que l'on forgera un parti ouvrier révolutionnaire. Ce parti se fera le porte-parole des intérêts de tous les opprimés en luttant contre le racisme et les autres manifestations de chauvinisme. La lutte pour une direction de lutte de classe des syndicats fait partie intégrante de la construction de ce parti. Aujourd'hui en Grande-Bretagne, une telle direction se tournerait vers les jeunes en colère en luttant pour des créations d'emploi avec des revendications comme le raccourcissement de la semaine de travail sans perte de salaire. Une direction de lutte de classe exigerait le contrôle syndical sur l'embauche ainsi que sur la formation professionnelle et l'apprentissage pour intégrer des jeunes des minorités au monde du travail et les recruter aux syndicats. Le parti

léniniste a pour tâche d'apporter le changement qu'il faut dans le niveau de conscience du prolétariat, pour le convaincre que l'on ne pourra aboutir à une société gérée dans l'intérêt des travailleurs – avec du travail pour tous et un niveau de vie décent – en restant dans le cadre du capitalisme.

Du point de vue de la classe ouvrière et des minorités opprimées en Grande-Bretagne, cela ne fait guère de différence si c'est un gouvernement conservateur ou travailliste ; les travaillistes ont historiquement été l'instrument social-démocrate grâce auquel la classe ouvrière a été enchaînée à l'ordre capitaliste. Lorsque les émeutes ont commencé, les deux partis (ainsi que les libéraux-démocrates) ont rivalisé en terme de défense de la police. Pas un seul député travailliste – ni les soi-disant travaillistes « de gauche », ni les quelques députés noirs – n'a condamné les flics qui ont tué Mark Duggan. Bien au contraire : les porte-parole travaillistes ont attaqué de la droite le gouvernement en dénonçant les coupes budgétaires dans la police. Ed Miliband, secrétaire général du Parti travailliste, a déclaré que « *la police dans nos rues rend nos communautés plus sûres et fait que la population se sent plus en sûreté* » (BBC, 11 août).

David Lammy, le député travailliste noir de Tottenham, s'est lâché dans la presse contre le comportement « *totallement inacceptable* » des émeutiers, tout en ne critiquant que de la manière la plus mesurée les flics qui avaient tué Mark Duggan. Ceci n'a pas empêché Lammy, qui symbolise la très mince couche de Noirs appartenant à la classe moyenne, d'être la cible d'une scandaleuse sortie raciste de l'historien réactionnaire David Starkey sur la chaîne BBC. Diane Abbott, députée noire de Hackney, autrefois considérée comme travailliste « de gauche », s'est jointe à la brigade « *sécuritaire* » en appelant à un couvre-feu pour aider à « *reprendre le contrôle des rues* ». Le soutien des travaillistes aux flics racistes n'est pas nouveau : lorsqu'il était maire travailliste de Londres, Ken Livingstone avait apporté un soutien sans faille à la police qui, en 2005, avait assassiné Jean Charles de Menezes, un électricien brésilien, considéré comme « *suspect terroriste* ». Mark Duggan a été tué dans le cadre de l'« *opération Trident* » de la Police métropolitaine, qui est censée viser la « *criminalité avec armes à feu* » parmi les Noirs. Cette opération avait démarré sous le ministre de l'Intérieur David Blunkett, en consultation avec William Bratton, ex-chef de la police de New York et d'autres grandes villes américaines, que David Cameron propose d'employer à Londres.

### **Les minorités et la grève des mineurs de 1984-1985**

Si le lien entre la lutte de classe contre l'Etat capitaliste et la lutte contre l'oppression raciale paraît ténu aujourd'hui, il n'en a pas toujours été ainsi. Ce n'est pas un hasard si la dernière attaque à grande échelle menée par l'Etat contre les quartiers des centres-villes habités principalement par des Noirs et des Asiatiques a eu lieu en 1985, l'année de la défaite de l'héroïque grève des mineurs. Une guerre de classe acharnée avait duré plus d'un an ; les mineurs et leurs familles s'étaient défendus contre une armée de flics que le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher avait

**Visitez le site web de la LCI**  
**[www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)**

envoyé occuper les mines de charbon. Des liens profonds s'étaient forgés pendant la grève entre le syndicat des mineurs (NUM) et les minorités noire et asiatique. Les Noirs et les Asiatiques voyaient dans le syndicat des mineurs (qui était majoritairement blanc) une force puissante en lutte contre l'Etat ; ils s'étaient mis à soutenir la grève avec enthousiasme, et certains mineurs s'étaient convaincus de l'importance de lutter contre l'oppression raciale.

La défaite du NUM porta un coup sévère au mouvement ouvrier de Grande-Bretagne. Ses effets se font encore sentir aujourd'hui, depuis la désindustrialisation accélérée jusqu'à l'effondrement des syndicats. La défaite de la grève eut aussi de graves implications pour les communautés minoritaires. En l'espace de quelques semaines, les flics se livrèrent à des provocations racistes qui déclenchèrent des explosions de colère dans d'importants quartiers noirs et asiatiques. En septembre 1985, une provocation policière dans le quartier de Handsworth, à Birmingham, fut suivie quelques semaines plus tard à Brixton par le meurtre par la police de Cherry Groce, une femme noire, ce qui déclencha une révolte dans ce quartier. Peu après, le quartier de Toxteth explosait à Liverpool. La police envahit Broadwater Farm le 7 octobre 1985, après le meurtre raciste par des flics de Cynthia Jarret – et elle reçut un accueil auquel elle ne s'attendait pas. Les habitants défendirent leur communauté ; la bataille fit rage pendant plusieurs jours, et un flic fut tué. Trois jeunes innocents, issus des minorités, Winston Silcott, Engin Raghupathi et Mark Braithwaite, ont fait des années de prison suite à un coup monté de la police.

Dans un article publié après les révoltes de Handsworth et Brixton, la SL/B faisait remarquer qu'au lendemain de la grève des mineurs, Thatcher avait l'intention de donner une leçon sanglante à la population noire et asiatique qui avait chaudement soutenu les mineurs. La SL/B mettait en garde que les attaques racistes allaient se multiplier. L'article ajoutait :

« La Spartacist League se bat pour tirer parti du sentiment d'unité entre les minorités et les militants syndicaux qui s'est développé pendant la grève des mineurs. Cela fait partie de notre perspective de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui sera un tribun de tous les opprimés. Nous avons lutté pour mobiliser le mouvement ouvrier de Birmingham, qui est racialement intégré, afin qu'il défende la communauté de Handsworth contre la terreur des flics. C'est ce qu'il faut aussi à Brixton et ailleurs. Par exemple, une grève de protestation des travailleurs du métro et des bus londoniens, dont beaucoup sont noirs ou asiatiques, pourrait forcer les patrons racistes à mettre fin à la terreur qu'ils font régner à Brixton. Mais il faut pour cela une lutte politique contre les dirigeants syndicaux traîtres, qui sont racistes et procapitalistes. »

– *Workers Hammer* n° 73, octobre 1985

Ce n'est pas la répression du gouvernement Thatcher, farouchement hostile aux syndicats, qui a causé la défaite des mineurs. La direction du Parti travailliste, derrière Neil Kinnock, et la bureaucratie du Trade Union Congress [Confédération des syndicats] étaient ouvertement hostiles à la grève. Les dirigeants syndicaux « de gauche » qui n'ont pas fait grève avec les mineurs portent une responsabilité particulière dans la défaite. Parmi eux figuraient les dirigeants du syndicat des dockers, qui à deux reprises pendant la grève des mineurs firent reprendre le travail à leur base. Quelques années plus tard, le syndicat des dockers fut lui-même



John Harris/IFL

Ci-dessus : affrontements en septembre 1984 entre flics et piquets de grève pendant l'héroïque grève des mineurs britanniques. Ci-dessous, le cortège de la Spartacist League/Britain dans une manifestation à Brighton appelle à la solidarité lutte de classe contre le gouvernement anti-syndicats de Thatcher.



Workers Hammer

décimé. La « gauche » syndicale était totalement fidèle au Parti travailliste, au « changement progressif » par le Parlement, et donc à l'ordre capitaliste.

Bernie Grant, le dirigeant travailliste noir du conseil municipal de Haringey, a été dénoncé à droite et à gauche, y compris par la direction du Parti travailliste, pour avoir dit que les flics qui avaient envahi Broadwater Farm avaient reçu « une bonne correction » – ce qui n'était que la stricte vérité. Même si Grant a ensuite présenté ses excuses, il est resté populaire parmi les Noirs jusqu'à sa mort en 2000. La direction du Parti travailliste le considérait comme un trublion, mais il était utile aux travaillistes, notamment lorsqu'il a contribué en 1993 à empêcher qu'une explosion de colère ne « dérape » après la mort de Joy Gardner, tuée par des flics qui l'avaient arrêtée pour l'expulser du pays. Surtout, Grant jouait son rôle en alimentant les illusions dans le Parti travailliste parmi les jeunes Noirs, alors que ce parti avait, lorsqu'il était au pouvoir entre 1974 et 1979, introduit des tests de virginité racistes pour les femmes asiatiques qui entraient en Grande-Bretagne.

Le boom débridé du secteur financier qui a caractérisé les années Thatcher s'est accompagné de la destruction de l'emploi industriel, qui s'est poursuivie pendant les années de gouvernement travailliste. Parmi ceux qui se sont retrouvés au chômage figuraient les descendants des immigrés venus des anciennes colonies des Caraïbes et de l'Inde qu'on avait fait venir pour occuper les emplois mal payés en un temps de

pénurie de main-d'œuvre, notamment après la Deuxième Guerre mondiale. Non seulement les anciennes régions charbonnières et sidérurgiques, mais aussi les villes textiles d'Oldham et Bradford, qui employaient des milliers de travailleurs asiatiques, sont devenues des déserts où règnent chômage chronique et pauvreté.

## Pour un parti ouvrier révolutionnaire !

Aujourd'hui le Parti travailliste dérive vers le populisme de droite, qui est par nature raciste. Il fait concurrence aux fascistes de l'English Defence League (EDL) pour séduire les ouvriers blancs arriérés. Les dirigeants travaillistes et les bureaucrates syndicaux ont adopté ces dernières années le mot d'ordre « *les emplois britanniques pour les travailleurs britanniques* » ; ce mot d'ordre, historiquement un cri de ralliement des fascistes, a été beaucoup entendu pendant des grèves réactionnaires contre les travailleurs étrangers sur des chantiers industriels en 2009. Ces grèves ont reçu le soutien enthousiaste des réformistes du Socialist Party (SP), section du Comité pour une internationale ouvrière de Peter Taaffe [dont la section française, la Gauche révolutionnaire, est affiliée au Nouveau parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot]. Nous avons catégoriquement dénoncé ces actions et insisté qu'il fallait défendre les travailleurs immigrés. Nous affirmons qu'une direction lutte de classe dans les syndicats prendrait comme point de départ l'internationalisme et organiserait les travailleurs immigrés dans les syndicats, en collaborant avec les travailleurs par-delà les frontières nationales.

Le SP a une longue histoire de soutien à la police et aux gardiens de prison. Fidèle à cette tradition, il s'est retrouvé à l'unisson avec des dirigeants travaillistes dans la même dénonciation hystérique des émeutes, citant notamment avec approbation un porte-parole de la Metropolitan Police Federation qui se plaignait de la démoralisation régnant chez les flics à cause des coupes budgétaires prévues par le gouvernement (*socialist-party.org.uk*, 8 août). Le harcèlement par les flics (que le SP présente mensongèrement comme des travailleurs) atteint maintenant un point tel que les Noirs ont **26 fois** plus de chances de se faire arrêter et fouiller par la police que les Blancs en Angleterre et au Pays de Galles, selon une étude menée entre autres par la London School of Economics.

Un nombre effarant de personnes, notamment des Noirs, décèdent en garde à vue. En mars, Smiley Culture (David Emmanuel) mourait lors d'une descente de police dans sa maison du Surrey. Les flics prétendront de façon absurde qu'il s'était tué en se poignardant lui-même. Le même mois, Kingsley Burrell Brown mourait des suites de blessures reçues pendant que la police de Birmingham le conduisait à l'hôpital en application de la « loi sur la santé mentale ». Le mois dernier, Demetre Fraser, âgé de 21 ans, se serait « suicidé » en se jetant du onzième étage d'un immeuble à Birmingham lors d'une intervention de la police. En une seule semaine au mois d'août, trois personnes sont mortes entre les mains de la police : Dale Burns, âgé de 27 ans, est mort à Cumbria après que la police l'avait soumis aux chocs électriques d'un Taser et aspergé de gaz lacrymogène ; Jacob Michael, un Noir de 25 ans, est mort en ayant reçu du gaz lacrymogène dans le Cheshire ; Philip Hulmes, âgé de 53 ans, est mort en garde à vue à Bolton.

La campagne raciste contre les « pillards » a encouragé l'EDL, qui y a vu l'occasion de mobiliser des « groupes de défense » dans certains quartiers touchés par les émeutes.

Sous les précédents gouvernements travaillistes, l'EDL s'était renforcée grâce à la « guerre contre le terrorisme » qui visait en premier lieu les musulmans, ainsi que grâce aux incessantes campagnes anti-immigrés. L'EDL est une menace mortelle pour les Noirs ainsi que pour les Asiatiques, contre lesquels elle a perpétré dans le passé de nombreuses provocations racistes ; elle a l'intention de le faire à nouveau le 3 septembre dans l'est de Londres. Qu'on ne s'y trompe pas : ces fascistes sont une menace directe pour la classe ouvrière tout entière ; ce sont des troupes de choc potentielles qui pourraient être déployées contre une montée de la lutte de classe. C'est la tâche du mouvement ouvrier de les stopper dans l'œuf.

Contrairement aux libéraux et aux réformistes qui dirigent Unite Against Fascism [Unissez-vous contre le fascisme], nous nous opposons aux appels à ce que l'Etat capitaliste « interdise les fascistes ». Il n'est pas difficile de voir pourquoi. En réponse à la manifestation annoncée de l'EDL dans East London et à une contre-manifestation antifasciste, la ministre de l'Intérieur Theresa May a interdit *toutes* les manifestations dans cinq quartiers de Londres pendant 30 jours. Comme nous l'écrivions dans *Workers Hammer* n° 209 (hiver 2009-2010), il faut répondre aux provocations de l'EDL « *avec de grandes manifestations centrées sur les syndicats, mobilisés en défense des musulmans, des immigrés et de toutes les victimes désignées de la racaille de l'EDL* ». L'article poursuivait :

« Il est dans l'intérêt de la classe ouvrière multiethnique dans son ensemble de combattre ces terroristes racistes. Nous appelons à des mobilisations des syndicats et des minorités pour stopper les provocations fascistes. En même temps, nous sommes marxistes et nous disons clairement que le système capitaliste décadent crée les conditions sociales où prolifèrent les fascistes et que, pour cette raison, la lutte contre le fascisme est inséparable de la lutte pour la révolution socialiste. »

C'est des luttes sociales que les travailleurs et les minorités mèneront inévitablement qu'émergera une nouvelle génération de dirigeants combattifs. Ce qu'il faut, c'est un parti dédié à la tâche de transformer la classe ouvrière en nouvelle classe dirigeante. Ceci requiert une révolution socialiste pour renverser l'ordre capitaliste tout entier. Seule la lutte de classe internationaliste révolutionnaire, en détruisant tout l'édifice du capitalisme dans le monde entier, peut créer un changement fondamental qui soit dans l'intérêt des travailleurs. La révolution socialiste jettera les bases pour une économie rationnellement planifiée ; on produira selon les besoins, non pour le profit, et dans l'optique de développer qualitativement les forces productives. Cela ouvrira la voie à l'élimination de la pauvreté et à la création d'une société socialiste égalitaire. ■

Abonnez-vous à

Journal trimestriel  
de la Spartacist  
League/Britain

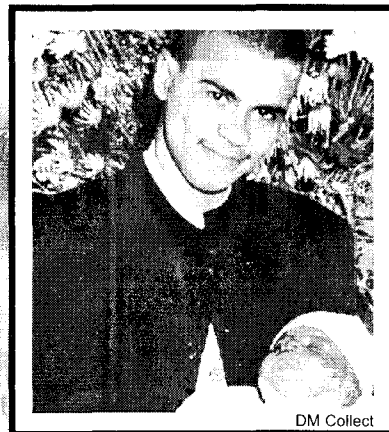
Un an : 6 €  
(4 numéros)

Commande  
à l'adresse  
du *Bolchévik*



## Le capitalisme pille les richesses créées par les travailleurs

# Les villes anglaises explosent contre un meurtre policier raciste et contre l'austérité



Est de Londres, 8 août : les jeunes face aux flics pendant la troisième nuit de révolte après le meurtre raciste de Mark Duggan (en médaillon) par la police.

Reuters

*Nous reproduisons ci-après un article écrit par nos camarades britanniques et paru dans Workers Vanguard n° 985, 2 septembre.*

\* \* \*

Londres – Le 4 août, les flics tuaient un jeune homme noir, Mark Duggan, à Tottenham dans le nord de Londres. Contrairement aux mensonges diffusés sur le moment par la police, Mark Duggan n'avait pas tiré le moindre coup de feu. Mais cela n'a pas empêché la presse de le cataloguer comme « membre d'un gang » tué lors d'un « échange de tirs » avec la police. La famille de Mark Duggan, qui était père de quatre enfants, n'a reçu pratiquement aucune information sur sa mort. On lui a dit d'attendre les résultats d'une enquête de la « Commission indépendante pour les plaintes vis-à-vis de la police », connue parmi les Noirs comme une commission qui couvre la police. Deux jours après le meurtre de Duggan, les membres de sa famille prenaient part à une manifestation de 300 personnes devant le commissariat de Tottenham pour réclamer des informations, sans succès. D'après des témoins, les policiers ont agressé une jeune manifestante et l'ont brutalement jetée à terre.

Il y a une limite à la patience des jeunes issus des minorités ; ils se font traiter comme des criminels dès l'âge de marcher. Dans ce pays, les jeunes Noirs ou originaires du sous-continent indien sont victimes d'humiliations calculées de la part des flics, comme les arrestations et les fouilles incessantes ; le message : vous n'avez aucun droit. Le meurtre de Mark Duggan était une horreur de trop. La colère a explosé.

Tottenham s'est enflammé, avec des scènes d'émeutes qui rappelaient celles du quartier de Broadwater Farm dans la même ville en 1985, suite au meurtre par la police d'une mère de famille noire.

## Libération de toutes les personnes arrêtées pour « pillage » !

Rien de substantiel n'a changé depuis dans la vie des Noirs. Cette fois-ci, le feu qui couvait tout en bas de la société capitaliste britannique s'est embrasé avec la révolte de Tottenham. Les émeutes se sont propagées comme un feu de paille à d'autres quartiers de Londres, Manchester, Birmingham et Liverpool. Les jeunes, noirs, asiatiques [terme qui en Grande-Bretagne désigne les communautés originaires du sous-continent indien] et blancs sont descendus dans la rue pour faire un doigt d'honneur à la police, au gouvernement et à une société qui visiblement n'a rien à leur offrir. Quatre jours durant, des émeutes de pauvres et de miséreux ont fait rage dans les villes. La Grande-Bretagne est apparue aux yeux du monde entier pour ce qu'elle est : un enfer raciste divisé en classes.

Débordant d'arrogance, les dirigeants du capitalisme britannique en déclin considèrent depuis longtemps les travailleurs et les pauvres, et notamment ceux qui sont noirs ou asiatiques, comme simplement une « classe dangereuse » qui

*Suite page 27*